

**L'A.I.T**

Ce texte sur l'Association internationale des travailleurs été rédigé dans le courant des années 70 par un groupe de l'Alliance syndicaliste : probablement vers 1976-1977, et probablement par le groupe de Saint-Dizier. Je le reconnais, ce n'est pas très précis.

Le texte se trouvait dans un carton des archives de l'Alliance que je gardais chez moi. Il y a longtemps que je souhaitais le publier, mais malheureusement il s'agissait d'une soixantaine de pages format A4 tapées avec une machine antédiluvienne datant de Mike Hammer, dont certains caractères étaient presque illisibles, et dont le rouleau d'encre était à bout de souffle.

C'est dire qu'il n'était pas envisageable de le passer à la reconnaissance optique des caractères, et même sous forme d'image, le texte était illisible. Il fallait donc tout ressaisir.

Ce travail a été fait par Jean-Louis, du groupe Gaston-Leval de la Fédération anarchiste, dont je salue ici la persévérance.

C'est une chose très heureuse que « L'A.I.T. » paraisse maintenant, au moment où aura lieu la rencontre internationale de Saint-Imier qui célébrera le 140<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'AIT dite « anti-autoritaire ».

Ce document ne prétend évidemment pas fournir le dernier mot en matière d'exégèse sur l'histoire de l'AIT, il montre simplement quel était le travail de formation interne d'un groupe anarcho-syndicaliste dans les années 70.

R.B.

# I. – LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE A L'ÉPOQUE DE L'A.I.T.

## A. – L'ascension de la bourgeoisie

La bourgeoisie avait longtemps mûri son pouvoir à l'intérieur de la société féodale. De la fin du moyen âge à la révolution industrielle, le développement de l'industrie et du commerce, la valorisation de plus en plus intense de la propriété privée, l'extension du salariat allaient permettre la naissance de la société bourgeoise capitaliste : tout un ensemble de mutations qui s'échelonnent du 16<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle contribuent alors à fonder cet ordre social, qui, pour l'essentiel est encore le nôtre.

A partir du 16<sup>e</sup> siècle, avec la constitution des États modernes et la poussée de l'ordre bourgeois, allaient très vite se dissoudre les vieux rapports communautaires villageois et urbains à travers lesquels, tant bien que mal, se retrouvaient jusque-là les classes « les plus nombreuses et les plus pauvres ». Une législation de plus en plus sévère quant aux infractions aux lois de la propriété privée, Une croissance démographique accélérée, la décrépitude du système des corporations pour les travailleurs de l'artisanat urbain, la liquidation des rapports féodaux, tout cela contribue à jeter dans la misère et l'abandon des couches sociales de plus en plus nombreuses. L'humaniste anglais Thomas More écrit dans son livre *L'Utopie* : « d'honnêtes cultivateurs sont chassés de leur maison, les uns par la fraude, les autres par la violence, les plus heureux par une suite de vexations et de tracasseries qui les forcent à vendre leur propriété. Et ces familles émigrent à travers la campagne, maris et femmes, veuves et orphelins, pères et mères, avec de petits enfants. Les malheureux fuient en pleurant le toit qui les a vus naître, le sol qui les a nourris, et ils ne trouvent pas où se réfugier. Alors, ils vendront à vil prix ce qu'ils n'ont pu emporter de leurs effets, marchandises dont la valeur est déjà peu de chose. Cette faible ressource épuisée, que leur reste-t-il ? Le vol, et puis la pendaison dans les formes. »

La transformation de ces masses misérables en une force de travail disciplinée, en un prolétariat industriel rentable, exploitable,

salariale à merci, la fixation au travail de ces populations sans feu ni lieu, va être assurée non seulement par la centralisation et la plus grande efficacité de l'État, mais aussi par la mise en place de toute une série de dispositifs de plus en plus coercitifs, par une organisation de plus en plus disciplinaire des rapports humains. La fixation au travail industriel de ces masses rétives, conjuguée avec le développement des grandes unités de production : la manufacture, puis l'usine, va transformer de tout au tout les anciennes relations de pouvoir interpersonnelles : introduction dans le travail salarié d'une discipline jusqu'alors inimaginable, d'une militarisation insidieuse des ateliers, transformation de la justice, de la police et de la pénalité, mise en place de tout un quadrillage social, transformation de l'appareil éducatif, fixation dans les casernes des armées jusqu'alors vagabondes et renforcement de la discipline militaire (en 1795, Pitt, en Angleterre, fait construire 155 casernes de cavalerie dans tous les centres industriels importants en même temps qu'il renouvelle les lois contre les coalitions). Ainsi, avant même la révolution industrielle, la bourgeoisie sans s'être encore rendue maîtresse de l'appareil d'État et de l'économie, faisait déjà fonctionner toute une série de techniques qui lui permettait de développer ses propres formes d'exploitation et de domination tant pour le prolétariat salarié que pour « cette partie qui régulièrement va s'éteindre par les grands chemins, dans les hôpitaux, les prisons et les bagnes. (Proudhon) »

Le développement de la production capitaliste en grand allait se trouver favorisé après la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle par une série de découvertes techniques fondamentales (machine à vapeur, réduction du fer au coke, machine à filer, gaz d'éclairage...) toutes découvertes susceptibles d'applications industrielles immédiates, lesquelles combinées à l'exploitation salariale permettait la relance de tout le système. La révolution industrielle dès la fin du 18<sup>e</sup> siècle en Angleterre, un peu plus tard sur le continent, allait confirmer l'hégémonie de la bourgeoisie capitaliste.

Les Révolutions politiques bourgeoises en Angleterre très tôt, puis en France, plus tard dans toutes l'Europe, ne firent qu'apporter un point final à un édifice qui avait des siècles à murir (et dans lequel nous sommes encore). L'État national, centralisé, parlementaire et libéral, va naître : forme désormais légitime de l'organisation sociale,

forme presque achevée de l'organisation de classe des nouveaux exploités, forme « parfaite » de la dictature bourgeoise.

## **B. – Les classes sociales au milieu du 19<sup>e</sup> siècle**

Tous ces bouleversements s'étaient traduits par une transformation en profondeur des rapports entre les classes sociales. Au vieil antagonisme noblesse foncière-paysannerie succédait désormais la forme moderne de la lutte des classes. Celle qui oppose la bourgeoisie capitaliste au prolétariat salarié. Aux jacqueries paysannes succèdent dès lors les protestations et les révoltes ouvrières.

En Europe centrale et orientale, les pays à caractère massivement rural où les masses paysannes, petits propriétaires, exploitants non propriétaires (tenanciers, métayers, fermiers) et ouvriers agricoles, journaliers... subissent l'exploitation d'une aristocratie foncière conservatrice, liée à l'Église, se modifient peu et lentement. La paysannerie de par sa masse et ses traditions constitue toujours l'essentiel des classes exploitées et c'est son travail qui fait la richesse des maîtres. Les masses paysannes, illettrées, passives en apparence, sujettes à des révoltes brusques et sans lendemain demeurent insatisfaites après l'abolition du servage (en 1848 dans l'empire d'Autriche, en 1861 en Russie) qui ne leur a pas permis d'accéder à la possession de la terre. Cela dans l'Europe de l'Est. En Europe occidentale, la masse misérable des journaliers constitue de plus en plus un réservoir de main d'œuvre industrielle cependant que là est née une paysannerie aisée qui accepte et soutient le nouvel ordre bourgeois (elle va se constituer en France avec le rachat des biens nationaux, en Angleterre par la formation d'une couche de « farmers », locataires de propriétés de 50 à 100 ha... Dans les pays d'Europe occidentale, la noblesse terrienne, par sa fortune, son autorité politique dans les campagnes, ses positions dans l'armée, dans l'Église, la fonction publique, la diplomatie, par ses mariages dans la haute bourgeoisie, reste influente. Durant toute l'existence de l'Internationale, le monde paysan et ses contradictions demeurera une réalité massive et ... inconnue.

En Europe occidentale, la période qui précède la création de l'A.I.T est toutefois dominée par le développement industriel qui

créé une classe de capitalistes puissants, une bourgeoisie industrielle et financière avide de profit. La révolution française, en liquidant les privilèges nobiliaires l'a placée sur un pied d'égalité avec l'aristocratie terrienne. Elle devient dès lors en Europe et aux U.S.A. la classe dominante.

Au-dessous d'elle, la moyenne et la petite bourgeoisie, commencent à tirer profit du nouvel ordre des choses. Membres des professions libérales : avocats, médecins, commerçants, boutiquiers, rentiers, forment une nouvelle classe avide d'argent, libérale et conservatrice qui n'hésite jamais à sacrifier les libertés publiques à ses intérêts économiques lorsque l'ordre social risque d'être ébranlé. L'Église, un instant vacillante au moment de la révolution française va vite retrouver sa puissance en utilisant de plus en plus son appareil de contrôle savamment élaboré depuis des siècles, à soutenir les nouveaux maîtres. L'administration, la bureaucratie d'État se recrute alors dans la bourgeoisie dont elle partage les valeurs et les mœurs.

Cette société où la bourgeoisie triomphe, où elle commence à imposer son ordre social, n'existe et ne grandit que par le travail, au cœur des villes qui se développent alors extraordinairement, des nouvelles classes dangereuses, le prolétariat industriel, créateur de toutes les richesses nouvelles et exclu de leur jouissance et dont l'existence et la mise au pas nécessite désormais tout le nouvel appareil répressif.

A l'époque de l'International, les classes ouvrières traditionnelles (ouvriers d'art : ferronniers, bronziers, artisans à domicile, canuts, le monde des compagnons des ouvriers hautement qualifiés) souvent encore artisanales, issues de l'âge préindustriel, jouent souvent un rôle d'encadrement et d'éducation des autres travailleurs. Elles sont néanmoins de plus en plus acculées à la déqualification.

Dans le prolétariat d'industrie (qui représente dès cette époque la majorité du monde ouvrier) la misère est générale. Toutefois les conditions de vie et de travail épouvantables des débuts de la révolution industrielle se sont un peu améliorées. Le travailleur est devenu un prolétaire salarié, qui ne peut vivre à condition de trouver du travail. La journée de travail est longue. Le « libre » mouvement de la main d'œuvre précipite en masse les travailleurs vers les centres industriels, et l'ouvrier est attaché à la machine. Le travail sous-payé des femmes et des enfants se prolongera jusqu'à la fin du

siècle. Un chômage structurel incompressible de l'ordre de 15% durera jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Les conditions de vie sont misérables, l'alcoolisme fait des ravages. En 1878, une enquête de la British Association révèle que les garçons de 11-12 ans en milieu ouvrier ont une taille inférieure de 12 cm à ceux de la classe bourgeoise. Vers 1870 la journée de 14h est chose courante. Les classes laborieuses des villes forment un monde clos fermé sur lui-même qui aura à se constituer sa propre culture, ses propres références, ses espérances et sa morale. Dans ce cadre, d'un milieu artisanal en voie de dislocation et d'un prolétariat industriel croissant et l'absorbant vont naître des idées-forces du mouvement ouvrier.

## **C. – Le développement de la société bourgeoise dans les années de l'Internationale**

Ce qui précède permet de fixer les idées sur la situation avant la naissance de l'A.I.T. Il s'agit maintenant de décrire la situation économique et politique qui lui est juste contemporaine dans les années 1860-1880.

### **Le développement de l'industrie**

Les années 1850-1870 voient le développement en grand de l'industrie sur le continent, qui rattrape l'Angleterre, premier pays industrialisé.

La croissance des chemins de fer transforme l'organisation des transports. La Belgique a ses voies Nord-Sud et Est-Ouest dès 1844, l'Allemagne dans les années 1840. En France s'ouvre une période de construction accélérée (1854 : ouverture des lignes Lille-Bordeaux-Marseille et le Havre-Strasbourg.) Les effets de ce développement se répercutent sur le marché et la concurrence. Les chemins de fer font peser des pressions concurrentielles et éliminent les unités de production peu productives jusqu'alors protégées par la distance et la topographie. Les crises comme celle de 1857 accélèrent le développement des grandes unités. Entre 1850 et 1870, 80 000 km de voies ferrées sont installées. L'Angleterre construit des chemins de fer en Égypte ; en Indes, en Amérique du Nord, la France en Espagne, en Suisse, en Italie, dans la vallée du Danube, en Russie.

Le chemin de fer dont le développement exige une demande accrue de capital, de marchandises et de main d'œuvre commence à remplacer le textile dans le rôle d'entraîneur du développement du capitalisme.

De nouvelles sources de matières premières sont employées : laines d'Australie, huiles végétales et surtout le charbon : la production de la Ruhr passe de 1850 à 1870 de 1,6 millions de tonnes à 11,8 millions, le Pas de Calais de 4600 tonnes à 2,2 millions et l'Allemagne dans le même temps de 4 à 23 millions de tonnes. La machine à vapeur triomphe partout.

Le progrès technique dans l'industrie textile, dans l'industrie du fer par l'usage du charbon, de la vapeur motrice, multiplie les potentialités contenues dans les innovations centrales de la révolution industrielle de la période précédente.

Le textile : l'industrie du textile avait constitué un des noyaux du développement industriel dès le moyen âge. Elle avait été une source de la révolution industrielle. En 1850, l'Angleterre a achevé la transformation de ses grandes industries textiles. Dans le coton les tisserands à bras sont au bout de leur agonie, le renvideur automatique remplace l'ouvrier. Dans l'industrie de la laine, la mécanisation s'achève : la peigneuse mécanique finit d'exterminer un artisanat jadis nombreux. Sur le continent, la substitution du métier mécanique au métier à bras se développe dans l'industrie lainière et cotonnière. En 1870, 70% des métiers alsaciens sont mécanisés. Le Nord et la Normandie, Roubaix, Fourmies, Reims voient une modernisation rapide dans les années 1860 la guerre civile américaine fait grimper les prix). Roubaix et Reims triplent leurs métiers mécaniques qui cependant restent inconnus dans l'industrie lainière. Les transformations et le développement de l'industrie du coton gagnent en Allemagne, le Bade, le Wurtemberg, la Bavière. En Espagne, l'industrie textile se développe en Catalogne où va se concentrer le prolétariat industriel espagnol.

Le fer et l'acier connaissent une extension spectaculaire. C'est le triomphe du charbon. Dès 1800, toute la fabrication anglaise se faisait au coke, dès 1845, 90% de la production belge. Dans les années 1860, la nouvelle concurrence favorisée par les nouveaux transports et les nouveaux tarifs douaniers finit par exterminer les anciens fourneaux au charbon de bois. En Allemagne de 1848 à



1863, c'est la fin du combustible végétal. Parallèlement la dimension de l'outillage et des installations s'accroît grâce à des améliorations techniques et à la concentration capitaliste.

L'agrandissement et la concentration des unités de production : l'époque est marquée par une poussée de concurrence, les transports moins chers, les échanges plus libres. Le mouvement du capital entraîne une croissance des entreprises dans l'industrie, favorisée par le développement des sociétés par action. A partir de 1850, les firmes nouvelles et plus grandes se constituent en compagnie comme l'avaient fait auparavant les chemins de fer. A partir de 1860, de nombreuses affaires privées se convertissent à l'anonymat. L'exigence de capital augmente, Wendel en France voit sa production de fer passer de 22 000 tonnes en 1850 à 134 000 en 1870, Cockerill en Belgique, Krupp en Prusse, Schneider en France, J. Brown en Angleterre grandissent encore plus vite... Dans le textile la croissance des entreprises s'est ralentie (parallèlement au ralentissement des innovations techniques dans cette branche).

De nouveaux moyens financiers apparaissent. L'émission de papier monnaie augmente, comme le stock de métal précieux, le taux d'intérêt baisse et le volume du crédit se dilate. On observe un élargissement incroyable de la clientèle des services bancaires, l'essor des établissements d'escompte et des banques commerciales par action.

## **L'alignement du droit économique et des institutions sur le développement du capitalisme**

Conséquence et à la fois condition du développement du capitalisme vont apparaître de nouvelles structures qui vont éliminer les obstacles opposés au développement des forces de production et à la croissance du capital. Les liens de la tradition, les héritages culturels, les vieilles formes du droit dans le commerce et l'industrie achèvent ces années-là d'être brisée.

Les restrictions à la liberté du commerce qui subsistaient encore en Europe centrale dans l'artisanat traditionnel disparaissent totalement dans les années 1860.

Les restrictions qui pesaient sur la fondation des sociétés par action sont atténuées par la complaisance de plus en plus grande de l'État, ou sont tout simplement détournées. Promoteurs, investisseurs, industriels ne cessent de réclamer plus de facilités pour faire des compagnies, ces exigences ont de plus en plus raison de l'hostilité traditionnelle de la bureaucratie gouvernante. Le droit à la responsabilité par simple enregistrement est acquis en Angleterre en 1854, en Hollande en 1857, en Belgique en 1865, en 1867 en Prusse.

Les sociétés étrangères sont de plus en plus admises à traverser les frontières et à opérer sur un pied d'égalité avec les firmes du pays sans autorisation spéciale : accord France-Belgique en 1857, France-Angleterre en 1862... Les restrictions, les impôts qui pesaient sur le trafic des voies fluviales internationales sont réduits ou éliminés : sur le Danube en 1857, sur le Rhin en 1861, sur l'Escaut en 1863, sur l'Elbe en 1861, au niveau des détroits baltiques et de la mer du Nord en 1857. Le fouillis monétaire est simplifié : création du thaler allemand en 1857, du florin autrichien uniforme en 1858, accord monétaire France-Belgique-Suisse-Italie en 1865, Prusse-Italie en 1865. Légalisation du chèque et atténuation des pénalités pour dettes et banqueroute nécessaires au mouvement des capitaux (cependant que les petits délits pour vol dans les classes pauvres sont de plus en plus sévèrement réprimés).

L'adaptation du droit et du capitalisme dans les années 1860, adaptation réciproque, connaît une période de changements rapides et en profondeur. L'Europe continentale rejoint l'Angleterre. Les coutumes, les traditions, les anciens modes de vie, tous les obstacles institutionnels au développement du capitalisme sont balayés. Ce qui était apparu depuis longtemps dans la société ; les courants antérieurs de transformation trouvent là leur achèvement logique. Quelque soit la forme prise par les régimes, les ouvriers demeurent soumis à la surveillance policière (le livret ouvrier est rendu obligatoire en France en 1854). En Angleterre, la réforme électorale de 1867 n'accordera le droit de vote qu'à l'élite ouvrière. Par la loi Falloux, votée en 1850 sous la république, l'Église obtenait le contrôle de l'enseignement. En 1855, l'empire porte à 7 ans la durée du service militaire. La magistrature est à la botte du pouvoir.

Si les anciennes formes d'existence subsistent par îlots, la paysannerie qui reste très importante voit ses anciennes formes

culturelles se dégrader, se disloquer par l'introduction dans les campagnes des rapports marchands (développement des grands magasins et vente par correspondance). Malgré des survivances antérieures en décrépitude, la société dans laquelle va se développer l'Internationale est déjà, dans ses structures fondamentales, pleinement capitaliste.

&&& reprise

## **L'alignement du droit économique et des institutions sur le développement du capitalisme**

Il n'est pas possible de distinguer le développement du capital, la croissance du pouvoir économique de la bourgeoisie d'une part, et le développement des nouvelles modalités d'exercice du pouvoir politique, tant des structures étatiques, des institutions disciplinaires que des procédures plus subtiles dans l'art de dominer les peuples, de l'autre. Toutes ces nouveautés sont en continuité les unes avec les autres. La société bourgeoise se développa comme un tout. Cependant que la nouvelle classe contrôlait de plus en plus rigoureusement la vie économique par toute une série de techniques nouvelles et que s'étendait un cordon sanitaire autour du monde ouvrier, les classes laborieuses se voyaient de plus en plus exclues non seulement des moyens de travail mais aussi de tout pouvoir sur leur vie, contraintes dans leur masse à l'esclavage salarié, à la vente de la force de travail, à la violence institutionnelle des nouvelles formes d'oppression. Où ce qui était encore pire, réduite au chômage, à la délinquance, à l'assistance charitable, à l'hospice, dans tous les cas à la plus noire misère.

Les formes modernes du pouvoir politique ont grandi dans ce même mouvement du capitalisme triomphant. L'État national, centralisé, contrôlé par la bourgeoisie était la dernière pièce de tout l'édifice. Parlementaire, libéral, à la limite démocratique, il était pour les bourgeois une nécessité économique, leur assurant la pleine liberté d'exploiter sans frein la classe ouvrière. Au prolétariat l'État garantissait la « liberté » de se vendre à la journée ou de crever de faim, sous le regard miséricordieux des curés et celui moins hypocrite de la police et de l'armée.

Le monde capitaliste, ce fût dès son origine, un système de rapports de production, économiques et mêlés à ces rapports économiques, pénétrant intimement dans ces rapports, les conditions coercitives nécessaires à leur reproduction et à leur développement. L'organisation combinée de la propriété privée, du salariat, de la coercition et de l'État central assurant la cohésion de l'ensemble, cette organisation fonctionna dès lors comme l'organisation de classe de la bourgeoisie.

La prise du contrôle de la totalité de l'appareil d'État par la bourgeoisie capitaliste et son aménagement au mieux de ses intérêts nécessitait donc la création d'États nationaux unifiés et centralisés, se superposant à d'anciennes unités culturelles où il était possible de faire jouer des réflexes mystificateurs (l'unité nationale, le nationalisme, le patriotisme) susceptibles d'endiguer la prise de conscience des antagonismes de classe. La création de tels États assurait à la bourgeoisie une victoire définitive dans sa lutte contre l'aristocratie foncière ; c'était la clé de voute de l'édifice pyramidal des mécanismes d'exploitation et d'oppression : en bas de toute la machinerie, les masses contraintes au salariat, et avec cette sueur d'en bas, en haut, par le profit, par l'impôt, c'est tout l'appareil qui transpirait la plus valus, travail non payé, travail volé, qui, réinjecté dans le cycle de la production, permettait et permet toujours au capital (privé ou d'État) de croître et de multiplier...

Les pays les plus industrialisés avaient montré la marche à suivre : en Angleterre, puis en France, l'ascension de la bourgeoisie s'était finalement concrétisée par une révolution politique bourgeoise réussie. En 1848, une série de révolution en chaîne ébranla l'Europe où s'affirmèrent toute une série d'idéaux : idéal national, libéral, volonté de démocratie politique et en queue volonté de démocratie sociale comme on disait alors. Le prolétariat un peu partout s'était soulevé, mais n'avait guère fait que servir d'appoint au mouvement radical, sauf en France où il s'était affirmé clairement. Ce fut d'ailleurs à peu près partout un échec. En Autriche, seul fut acquis l'abolition des droits féodaux dans tout l'empire. En Italie, une constitution politique au Piémont, ce qui était malgré tout un espoir pour la bourgeoisie radicale. Rien en Allemagne. Néanmoins il apparaissait que le vieil ordre des choses était moribond et depuis, toute une agitation politique s'était installée en Europe.

Démocrates, républicains, radicaux, libéraux de tout poil se réfugiaient dans les pays qui leur étaient le moins hostiles. Depuis 1848, il s'était constitué ainsi tout un milieu de proscrits politiques, russes, allemands, polonais, italiens, qui se réfugiaient à Londres, à Genève, à Bruxelles, à Paris. Il se constituait là des foyers de réflexion, voire de conspiration, très remuants où l'on savait, compte tenu des expériences antérieures, que toute tentative de révolution radicale et libérale aurait besoin pour réussir de mettre en branle les classes ouvrières comme masse de manœuvre en promettant au besoin la république « démocratique et sociale » ce qui ne coûterait rien, et devait par la suite devenir une méthode éprouvée pour faire fortune au gouvernement. Le mouvement ouvrier, encore peu assuré de sa spécificité, se laissait volontiers courtiser par ces perspectives au moins chez ses dirigeants les moins exigeants en matière d'émancipation.

Toute une série d'associations internationales avaient vue le jour dans ce monde des exilés politiques. Il s'agissait de petits groupes de bourgeois radicaux, assez éphémères, à l'idéologie souvent confuse, et qui n'avaient jamais eu un caractère prolétarien, ni regroupé d'associations ouvrières. Quoiqu'il en soit, tout cela constituait une sorte de bouillon de culture qui ne devait pas être sans influence sur la création de l'A.I.T.

Dans les années qui précèdent immédiatement la naissance de l'Internationale, l'agitation politique qui sévissait depuis 1848 gagna en intensité à l'occasion de quatre grandes questions internationales qui auront une importance pour l'origine de l'internationale ouvrière :

- La guerre civile américaine
- L'insurrection polonaise de 1863
- La question de l'unité italienne
- La question de l'unité allemande.

## **La guerre civile américaine**

Le début de la guerre de sécession aux États-Unis coïncida avec la grande grève du bâtiment à Londres dont nous aurons l'occasion de parler plus loin. Les États du Nord entrèrent en guerre contre les États du Sud, qui étaient alors dominés par une aristocratie terrienne esclavagiste (le nombre des esclaves noirs était passé de 860 000 en

1800 à près de 4 000 000 sur 4,5 millions de noirs essentiellement attachés à la culture du coton. Au nord, au contraire se développait une bourgeoisie capitaliste et le mode salarial d'exploitation de l'homme par l'homme. Pour cette bourgeoisie la création d'une classe de petits propriétaires paysans (comme en France et en Angleterre) était une nécessité, c'était l'assurance de voir naître une société « démocratique » soutenue par des petits cultivateurs indépendants. Bref, cette guerre-ci fut une guerre entre deux classes sociales exploiteuses : la bourgeoisie capitaliste et la vieille aristocratie des plantations du sud. La guerre va éclater en avril 1861 et va soulever les plus grands émois dans le petit monde du radicalisme libéral, dans la presse dont c'est alors l'âge d'or. Les dirigeants ouvriers anglais ne resteront pas indifférents à cette question, qui contribua, quoiqu'avec toutes les ambiguïtés qu'on devine, à ouvrir leurs yeux sur les problèmes internationaux.

## **L'insurrection polonaise de 1863**

La Pologne avait antérieurement été démembrée entre la Prusse, l'Autriche et la Russie. Des cercles plus ou moins radicaux d'exilés s'étaient formés en Europe principalement à Londres, fort actifs. La révolution polonaise éclate en 1863 dans la bourgeoisie et la moyenne noblesse qui cherchent à chasser l'autocrate russe. Elle reçut l'appui inconditionnel de tout ce que l'Europe comptait de libéral. Là encore, le mouvement ouvrier anglais, fort réformiste comme on verra, apporta son concours à soutenir la cause de « cette malheureuse Pologne » (par la suite d'ailleurs l'insurrection polonaise devait être rapidement écrasée par le manque total de soutien des paysans que le tsar se hâta d'affranchir). Il s'agissait là d'un mouvement de libération nationale, à replacer dans le contexte général de la mise en place de la société bourgeoise.

## **Le problème de l'unité italienne**

La question de l'unité italienne aura également une place forte importante dans la naissance de l'Internationale. Le Piémont, après 1848, était le seul État italien à jouir d'une constitution. Cavour, président du conseil piémontais, en fit un État moderne : réorganisation de l'armée, construction d'une marine et d'un arsenal,

développement des banques d'affaires, création de sociétés industrielles et commerciales. En 1860, le port de Gènes atteint un trafic de 1,5 million de tonnes, les biens des ordres contemplatifs sont transférés à l'État... L'appui diplomatique voire militaire des grands États bourgeois, la France, l'Angleterre et cette réorganisation bourgeoise allait permettre à Cavour de faire l'unité italienne sous l'égide du roi de Piémont. La bourgeoisie italienne avait besoin d'un réseau coordonné de chemin de fer, d'une législation commerciale uniforme, d'une union douanière ; la réalisation de l'unité politique de l'Italie servait ses intérêts de classe. Il y avait en Italie un mouvement révolutionnaire soutenu par la jeunesse et une partie de la classe ouvrière. Ce mouvement était animé par Mazzini, un illustre patriote, conspirateur romantique, idéaliste, partisan d'une sorte de République théocratique et sociale. Il s'était fait un nom dans la période précédente par une série de complots manqués, de conspirations et d'insurrections avortées. Mazzini était en exil à Londres et avait alors une influence certaine en Italie ; il participait à la vie du monde des proscrits politique où la question de l'unité italienne entraînait autant d'agitation que la question polonaise. Polonais et italiens vont participer à Londres à la naissance l'internationale qu'ils appuieront, espérant l'utiliser dans leur dessein.

## **La question de l'unité allemande**

Le problème allemand est du même ordre. L'expansion économique de la Prusse allait en faire une grande puissance industrielle moderne qui assurait à la bourgeoisie une place grandissante. Et les mêmes impératifs unitaires vont jouer au détriment des particularismes des aristocraties. L'unité allemande se fera après la guerre de 1870. Cette guerre sera l'occasion de l'insurrection des classes populaires parisiennes, et de la Commune. On verra tout ce qui dans l'Internationale allait se jouer autour de cette question allemande.

Ainsi, les années 1860, sont marquées par des mouvements d'unification nationale de libération nationale par lesquels la bourgeoisie achève de construire son pouvoir. Il a déjà fallu anticiper sur la place que le mouvement ouvrier d'alors a tenu à cette occasion, ici ou là. C'est de cette réalité, de cet environnement lourd

d'ambiguïté, de compromis, qu'allait naître l'A.I.T et c'est à travers elle que les classes ouvrières allaient découvrir leur spécificité et gagner leur autonomie.

## **II. – LES ORIGINES DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS**

C'est dans cette atmosphère de bouillonnement économique et d'agitation politique intense que va naître l'Association Internationale des Travailleurs. Elle apparaît d'abord en continuité avec ce mouvement général d'agitation. Et c'est à l'occasion des péripéties internationales, des conférences, des meetings qui entourent la question italienne, la question polonaise, qu'elle voit le jour. Républicains et libéraux accompagnent ses premiers pas. C'est dans le milieu des proscrits de Londres, ou en collaboration avec ce milieu qu'elle prend racine. L'A.I.T. naissante va se faufiler dans le mouvement du radicalisme ambiant et ses objectifs initiaux ne se proposeront rien qui ne soit acceptable à n'importe quel bourgeois démocrate. Cependant et dès l'origine, et malgré l'idéologie qui l'anime, réformiste et ambiguë, elle est déjà objectivement en rupture avec tous les groupements qui l'entourent :

- L'initiative de la création de l'internationale revient à deux groupes ouvriers, impliqués l'un et l'autre dans les luttes ouvrières de leur pays respectif ;

- Ces deux groupes ne sont pas des groupuscules idéologiques, mais les dirigeants effectifs, les cadres des deux classes ouvrières les plus « avancées » de leur temps : les syndicalistes anglais, les proudhoniens français ;

- A travers les congrès, les sections, etc., les travailleurs exerceront un certain contrôle sur l'organisation.

Ainsi, on peut dire que c'est par son contenu objectif, sa réalité d'organisation ouvrière de classe et de masse, et non par son idéologie que l'A.I.T. se démarque des différents mouvements de l'époque : contrairement aux différentes associations politiques, révolutionnaires qui lui sont contemporaines, dès sa naissance elle va s'affirmer comme l'organisation réelle du prolétariat et c'est cette



réalité qui va entraîner l'évolution ultérieure de l'organisation, sa radicalisation révolutionnaire.

Il s'agit donc de décrire ces mouvements ouvriers qui vont lui donner naissance et les conditions internes qui vont les amener à se regrouper.

## **A. – Le mouvement ouvrier anglais dans les années 1860**

Le mouvement ouvrier anglais tel qu'il existe dans les années 1860, et tel qu'il est encore aujourd'hui, est dominé par l'unionisme, le syndicalisme de métier, qui polarise les forces du prolétariat organisé.

Dès la fin du 17<sup>e</sup> siècle avec la ruine du système des corporations, la nécessité de constituer des associations nouvelles de fit sentir pour les artisans ouvriers. Elles se donnèrent pour but l'assurance mutuelle contre la maladie, la vieillesse ou la mort. De très nombreux petits clubs étaient apparus dans tout le pays. Ces sociétés de secours servaient d'ailleurs souvent de paravent à des sociétés revendicatives, aux syndicats qui luttaient non seulement pour l'augmentation des salaires et la limitation du temps de travail, mais aussi pour conserver les privilèges des ouvriers qualifiés (par exemple la limitation du nombre des apprentis).

Ce mouvement unioniste voisinera longtemps avec d'autres pratiques de solidarité ouvrière parmi lesquelles il va peu à peu affirmer son efficacité et son hégémonie. Les diverses variétés du socialisme utopique, le mouvement coopératif, les grandes luttes chartistes (grand mouvement de classe, électoraliste, violent et confus) laisseront en définitive peu de traces sur le mouvement des unions et la grande richesse théorique des écoles socialistes anglaise d'avant 1848 va s'effacer devant le pragmatisme et l'efficacité des unions.

## **Le développement de l'unionisme**

Les premières associations créées regroupaient des artisans qualifiés, des hommes assez conservateurs, soucieux de maintenir leurs privilèges. Jusqu'en 1850 les associations ne concerneront que

ces ouvriers très qualifiés. La valeur de leur compétence professionnelle, compte-tenu de sa rareté leur permettait d'extorquer des concessions aux patrons. Après 1824, ils furent laissés libres de dévoiler au moins une partie de leurs objectifs revendicatifs, mais les unions demeuraient néanmoins sans statut légal et restaient sans recours en cas de détournement de fonds. Il n'y avait la plupart du temps pas de distinction rigide entre les fonds destinés au secours ordinaires et ceux destinés à soutenir les grèves.

Plusieurs tentatives de regroupement de tous les corps de métier, de ces multiples petits clubs en unionisme général dans la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle s'étaient soldées par un échec. L'unionisme corporatif allait alors se développer avec beaucoup de prudence, métier par métier, ville par ville. Cet unionisme ne touchera pas les ouvriers d'usine ou même immédiatement les mineurs par exemple, qui seront beaucoup plus lents à s'organiser en syndicats, compte-tenu du caractère moins qualifié de leur emploi, ce qui les laissait à la merci des patrons. Quant aux ouvriers non spécialisés (ouvriers agricoles, employés du gaz, des transports, etc...) l'analphabétisme assez général, le caractère temporaire de leur emploi ne leur permettait pas de s'organiser en unions. Dans les années 1860-1870 ce sont encore les corps de métier : charpentiers, maçons, imprimeurs, mécaniciens, cordonniers qui prendront la direction du corps national des associations qui se tiendra chaque année à partir de 1868 et prendra le nom de Trade Union Council (T.U.C.) c'est-à-dire congrès des métiers et non congrès du travail. On peut dire que l'unionisme anglais tel qu'il se développe alors organise en son sein essentiellement les travailleurs les plus favorisés, en même temps qu'il va tendre à représenter la totalité des classes ouvrières.

Après 1842, va se développer sur ces mêmes bases (ouvriers qualifiés des métiers) progressivement un nouveau type d'unionisme, différent des petites associations locales de la période précédente. Il s'agit, chez les mineurs, les fileurs de coton et dans l'industrie mécanique, de la constitution de grandes associations nationales, centralisées, susceptibles de se coordonner pour exercer des pressions économiques et politiques et qui par la suite allaient servir de modèle aux corps de métier.

Pour ce qui est des industries minières et cotonnières, ces unions se constituèrent en dehors de la Capital et auront beaucoup moins

d'influence que celles des industries mécaniques créées en 1851 : « Amalgamated Engineers ». Son quartier général était à Londres. Elle avait une grande puissance financière. C'était une grande association des mécaniciens, machinistes, forgerons, constructeurs de moulins et modeleurs, connue sous le nom d'association des mécaniciens. Ses cotisations étaient très élevées et elle recrutait ses membres uniquement chez les ouvriers qualifiés. Les fonds de l'union étaient centralisés à Londres. Les comités de district étaient assez autonomes. C'était une association sans doute moins virulente que les clubs traditionnels, mais qui possédait une puissance réelle.

Cet unionisme nouveau modèle, solidement organisé, centralisé, partisan de la paix sociale, cohabitera cependant avec les forces plus traditionnelles du syndicalisme anglais (dans l'imprimerie, la métallurgie lourde, le verre, la chaussure,...)

En 1860, le syndicalisme traverse une crise grave qui mit en jeu son existence, avec la grève des ouvriers du bâtiment de Londres, événement qui aura des conséquences importantes jusque sur la naissance de l'A.I.T. Les associations du bâtiment luttèrent déjà depuis plusieurs années pour ramener la durée de la journée de travail de 10 à 9 heures. Une grève des maçons va se généraliser dans tous les secteurs du bâtiment en 1859. Les patrons exercèrent des pressions telles qu'elles remettaient en cause l'existence de l'unionisme. Les associations de tout le pays apportèrent leur soutien aux ouvriers de Londres et après 6 mois de grève, ils parvinrent à un compromis. Au cours de cette période les dirigeants syndicaux s'étaient rendu compte que les mouvements de grève en Angleterre pouvaient être brisés par l'apport massif de « jaunes » venus du continent, ce qui les amènera à prendre des contacts avec leurs homologues d'outre-manche. Par ailleurs le grand mouvement de solidarité des unions au cours de la grève contribua à élever la conscience de classe du prolétariat anglais. Autre conséquence de cette grève : elle permit la naissance de l'union des charpentiers et menuisiers réunis qui se donna en 1862 pour secrétaire général Robert Applegarth, qui participera deux ans à la naissance de l'A.I.T. et figurera au conseil général. Cette union s'était créée sur le modèle des Amalgamated Engineers, laquelle association avait apporté le plus fort soutien financier au cours de la grève.

Ce fut également la grève du bâtiment qui accéléra la création du conseil des métiers de Londres, né à l'occasion d'un congrès organisé par le comité de grève des ouvriers du bâtiment. Jusqu'en 1860, il n'y avait pas eu d'organisme de coordination des différentes associations ouvrières. Le premier conseil des métiers se donna pour secrétaires Tom Jones (un homme qui ne sortait jamais sans son chapeau haut de forme, ce qui en dit long sur l'idéologie des unions). Londres était le quartier général de nombreuses unions nationales et dans la ville même il y avait un grand nombre d'associations. Les secrétaires à plein temps des unions nationales formaient de fait dans le conseil des métiers un groupe qui domina le conseil dès ses débuts et tendait à le représenter avec des hommes comme Applegarth, Odger... Ce groupe de dirigeants de fait du mouvement ouvrier qu'on appela la junta prenait l'habitude de se réunir pour élaborer une politique commune à propos de nombre de questions d'intérêt courant. La plupart avait cessé leur métier et étaient permanents des unions, et il s'agissait pour eux de consolider les finances des associations, de gérer avec prudence les fonds de grève. Ils demeuraient réservés à l'égard des grèves et les évitaient chaque fois que possible pour ne pas entamer leur réserves financières... « N'abandonnez jamais de droit de grève, mais utilisez avec prudence une arme à double tranchant », disait Applegarth. Cette direction de fait du mouvement ouvrier anglais n'entraîna pas une organisation cohérente et structurée des diverses associations qui pratiquement demeuraient autonomes. Le congrès des métiers ne fut, ni alors, ni depuis, une confédération du travail.

C'est de ce groupe de dirigeants par la force des choses plus que par décision consciente du mouvement ouvrier anglais, que devait venir l'initiative de créer l'Internationale.

## **La politique des unionistes**

Ce qui précède permet de comprendre le comportement politique des dirigeants syndicaux anglais. L'unionisme fut une création empirique, pratique guidée par le pragmatisme le plus immédiat. Ces dirigeants des puissantes associations d'ouvriers qualifiés et relativement aisés étaient dans leur grande majorité des réformistes qui ne se laissaient guider que par les intérêts de la fraction la plus favorisée des classes ouvrières britanniques.

Bien que les lois restreignant la liberté des associations aient été abrogées, les unions n'avaient toujours pas de statut légal, les fonds devaient être confiés à des particuliers et il n'y avait pas de recours possible en cas de détournement. D'autres questions similaires préoccupaient alors les syndicalistes. Aussi cherchaient-ils à obtenir pour les syndicats un statut légal qui les placerait à l'abri des mésaventures. Ils cherchaient à obtenir des amendements aux lois sur les associations et pour cela l'extension du droit de vote aux travailleurs. Ils ne faisaient pas de différence bien nette entre l'action économique et l'action politique et agissaient comme ils pouvaient, toujours avec prudence, au mieux de leurs intérêts immédiats. « Nous ne voulons pas, dit Applegarth, dans un discours aux syndicats que vous relâchiez le moins du monde vos efforts pour améliorer notre condition sociale... nous ne voulons pas non plus transformer nos associations en organisations politiques et les détourner de leurs objectifs sociaux, mais nous ne devons pas oublier que nous sommes des citoyens, et qu'en tant que tels nous devrions avoir les droits des citoyens. Souvenez-vous aussi qu'en obtenant ces droits, nous pourrions faire aboutir nos revendications de syndicalistes de manière plus efficace. » Le parlementarisme, l'électoratisme qui s'ébauche là est tout à fait dans le prolongement de ce type de syndicalisme, la lutte empirique des fractions les plus aisées des classes travailleuses pour gagner un statut de classes moyennes au détriment des couches les plus exploitées et les plus misérables du prolétariat. Ces hommes vont se définir comme des libéraux, des républicains. Dans les années 1860, ils vont chercher à peser dans la balance électorale ; et en tant qu'ils figurent comme les représentants du mouvement ouvrier, ils vont accorder leur soutien à toutes les grandes causes démocratiques du jour : soutien aux nordistes dans la guerre civile américaine ; action en faveur de la Pologne ; présence dans le comité qui accueille le patriote italien Garibaldi à Londres en 1864. Ils n'hésiteront pas à s'acoquiner avec la bourgeoisie libérale et démocratique.

Entre 1860 et 1863, l'unionisme anglais est donc agité de toute une série de problèmes. Il va tendre à se constituer en une grande force réformatrice, assez autonome dans ses décisions, susceptible de peser dans la vie politique anglaise, mais totalement assimilée par les formes politiques propres de la bourgeoisie et ayant complètement

abandonné tout projet de remise en cause global de l'ordre social capitaliste.

Si l'unionisme ne chercha plus à se constituer en force révolutionnaire socialiste, ce n'est pas comme le prétend une opinion futile, que le prolétariat ne saurait par lui-même parvenir à la conscience de son autonomie, à la conscience socialiste, c'est parce que les structures historiques propres du syndicalisme anglais (unions peu coordonnées d'ouvriers qualifiés, privilégiés) ne permettaient pas réellement à l'ensemble des masses laborieuses de s'organiser en classe mais seulement aux couches les plus favorisées de gagner un statut de petite bourgeoisie.

## **Les unionistes vers la création de l'Internationale**

La junte, radicale et libérale, avait été amenée, par la position qu'elle cherchait à occuper, à s'intéresser aux questions de politique internationale comme autorité représentative des travailleurs. Comme on l'a vu précédemment les années 1860-1865 sont riches en péripéties internationales. Ce mouvement très général va amener les syndicalistes anglais à prendre part à cette agitation qui les conduira à rencontrer leurs homologues du continent.

Par ailleurs, il y avait chez eux une certaine tradition de solidarité avec les travailleurs étrangers, plus sentimentale qu'effective d'ailleurs. Dès 1836 par exemple la Working Men's Association envoie une adresse aux ouvriers de Belgique, de Hollande et de Rhénanie. Ces platoniques traditions vont se trouver réactivées par la conjoncture dans laquelle se trouvent les unionistes après la naissance du conseil des métiers.

Enfin la grande grève du bâtiment qui dure 6 mois en 1860 avait élevé le niveau de prise de conscience politique, stimulé la formation de nouvelles organisations syndicales et attiré la plupart des trades unions isolées dont l'initiative et le soutien vont rendre possible la création de l'A.I.T. Cette grève avait aussi montré la nécessité pour les syndicats anglais d'entrer en contact avec les dirigeants syndicaux du continent pour éviter l'apport de « jaunes » susceptibles de briser les mouvements revendicatifs.

Bref, vers 1860, tout un faisceau d'événements internes au mouvement ouvrier anglais organisé, secondé par une conjoncture politique favorable, va amener les unionistes à se constituer partie

prenante et force initiatrice dans la création d'une association ouvrière internationale.

## **B. – Le mouvement ouvrier français dans les années 1860**

On retrouve en France parmi les caractères du mouvement ouvrier des traits communs avec ce qui se passe en Angleterre. Ainsi durant toute la période qui nous intéresse, ce seront surtout les ouvriers qualifiés, les artisans, l'élite ouvrière qui prend en main la direction de tout le mouvement.

Les ouvriers français sont comme en Angleterre loin de constituer une masse homogène. Les ouvriers qualifiés de l'artisanat urbain, les ouvriers d'art souvent instruits, autodidactes, héritiers, d'une longue tradition de classe, soucieux de leur dignité de producteur, fiers de leur qualification, mènent une existence souvent austère. L'épouse en règle générale ne travaille pas : au foyer, elle se consacre à l'éducation des enfants. Cette couche qui a su mener sa lutte depuis des générations est consciente de sa spécificité, en même temps que l'évolution de l'industrie l'expose de plus en plus aux conditions de vie et de travail du prolétariat industriel. Là les conditions d'existence sont désastreuses. Les femmes et les enfants travaillent en usine ; les femmes se prostituent généralement et l'alcoolisme est de règle.

Alors qu'en Angleterre les couches les plus favorisées des classes travailleuses vont disposer très tôt et de façon durable, d'organisations efficaces avec les unions, en France, la répression qui suit la révolution de 1848 brise le mouvement ouvrier. Quand il va réapparaître dans les années 1860 l'élite ouvrière lui fournit toujours ses cadres et ses militants, mais elle ne pourra pas développer des formes d'organisation aussi solides et aussi efficace. En fin de compte elle va se trouver logée à la même enseigne que le reste du prolétariat et c'est l'ensemble des classes laborieuses, toutes couches comprises qui va être concernée par la construction de l'organisation de classe, à travers l'Internationale.

Les traditions de lutte en même temps qu'une plus grande fragilité de ses organisations, ne permettront pas aux travailleurs français de construire un mouvement unioniste de type anglais.

Dans la révolution de 1848, en France les travailleurs avaient joué un rôle décisif, à l'avant-garde du mouvement. Ils avaient été vaincus par les armes, les organisations ouvrières détruites, le socialisme écrasé pour un temps. La bourgeoisie avait confié à Louis Napoléon Bonaparte le soin de garantir son ordre social. Les premières années de l'Empire avaient vu, avec la classe ouvrière matée, le développement en grand du capitalisme. Pour les travailleurs, c'est l'âge de la ségrégation dans les faubourgs des villes, l'allongement à 12 heures de la journée de travail, les salaires dépassés par les prix, des conditions de logement abominable, l'impossibilité de s'organiser en syndicats, l'hostilité omniprésente de la police..., des conditions finalement très différentes de celles qui régnaient à la même époque en Angleterre, pour ce qui est du développement d'un mouvement ouvrier.

## **Le réveil**

Il faut attendre 1859-1860 pour voir réapparaître un mouvement de lutte du prolétariat, quelques années à peine avant la naissance de l'Internationale qui va naître dans le sillage de ce mouvement.

Jusqu'en 1859, l'efficacité de la police empêche la renaissance des associations. Les compagnonnages tolérés végètent. Les Coopératives de production qui avait vu le jour en 1848, ou disparaissent ou s'intègrent dans les circuits habituels. Des sociétés d'entraide subsistent çà et là sous étiquette neutre et anodine.

A partir de 1859, l'époque des difficultés a commencé pour l'Empire : crise économique de 1857, guerre ruineuse en Crimée, inquiétude des catholiques devant la politique italienne de l'empereur. La surveillance du pouvoir se relâche et aussi l'efficacité de sa police qui ne parvient plus à contenir les associations ouvrière qui se reconstituent et agissent au grand jour : association d'entraide, d'épargne, de secours mutuel, association de consommation et de production. Et dans le sillage de tout cela, se couvrant de leurs étiquettes, les sociétés de résistance comme on disait alors, les sociétés de lutte contre les patrons, les syndicats.



Dans les années 1862, 1863, 1864, les grèves se multiplient, touchant un très grand nombre de professions, tant à Paris qu'en province (Nord, Pas de Calais, Lyon, Marseille). Le mouvement devient très vite trop important pour que l'Empire puisse lui appliquer une législation anti-coalition efficace. En 1862, les ouvriers typographes grévistes sont graciés par l'empereur. Les réunions publiques qui s'organisent dans les villes vont développer la conscience politique des travailleurs.

## **Le manifeste des 60**

Les travailleurs peuvent désormais s'exprimer avec moins d'appréhension. Le 17 février 1864 paraît dans le journal : « l'opinion nationale » un manifeste rédigé par 60 ouvriers parisiens à l'occasion d'élection législatives partielles, lequel proclame :

« On répète qu'il n'y a plus de classes. Mais nous qui n'avons d'autre propriété que nos bras, nous qui subissons toujours les conditions légitimes ou arbitraires du capital, nous vivons sous des lois exceptionnelles il nous est bien difficile de croire à cette affirmations »

Le manifeste réclame, entre autre, l'abrogation de la loi contre les coalitions, la création de chambres syndicales, l'élargissement de la compétence des sociétés de secours mutuel, la réglementation du travail des femmes, la réforme de l'apprentissage, l'instruction primaire gratuite et obligatoire. Cette même année 1864, est votée une loi qui cesse de faire de la coalition un délit, bien que les organisations ouvrières demeurent toujours interdites.

## **L'influence de Proudhon**

L'influence de Proudhon est alors déterminante sur le mouvement ouvrier sur les cadres qui vont assurer son développement, qui se réclameront tous de Proudhon, citeront Proudhon à tort et à travers...

Cependant il ne faut pas concevoir le proudhonisme comme une théorie intellectuelle, un savoir qu'il s'agirait de transmettre par un enseignement idéologique. Les idées d'associations ouvrière, d'autonomie des travailleurs face au capital et à l'État, de gestion de

la production par les producteurs eux-mêmes (nous dirions de nos jours autogestion) la notion de fédéralisme en matière politique, et..., si elles ont été affinées, élaborées dans des livres par Proudhon, constituaient en fait, un bien commun, un vieux fonds des classes ouvrières, des aspirations nées en leur sein et exprimées souvent de façon confuse mais avec fermeté. Les idées proudhoniennes sont beaucoup plus une mise en forme de ces espérances apparues spontanément au cœur du peuple travailleur qu'une science rigoureuse, une doctrine intangible. La référence à Proudhon alors dans les classes laborieuses est toujours une référence à ce fonds commun. Aussi verra-t-on toutes sortes de Proudmoniens très différents les uns des autres...

Le manifeste des 60 marque en France le renouveau, le réveil des classes ouvrières, qui sont comme l'écrit alors Proudhon, « parvenues à la conscience d'elle mêmes ». Dans le même livre, paru en 1865, à titre posthume : « la capacité politique des classes ouvrières », il recommandera au prolétariat de « se séparer consciemment » de la bourgeoisie : « ce qui ne pense est retombé à l'état de tourbe et de masse indigeste, c'est la classe bourgeoise, la séparation que je recommande est la condition même de la vie... que la classe ouvrière si elle se prend au sérieux, si elle poursuit autre chose qu'une fantaisie, se le tienne pour dit : il faut avant tout qu'elle sorte de tutelle, qu'elle agisse exclusivement par elle-même et pour elle-même. » Proudhon qui expose là la situation du mouvement ouvrier se son temps et quelles sont les conditions pour que le prolétariat puisse parvenir à la capacité politique conclut qu'en ce début des années 1860 : « Si la classe ouvrière est parvenue à la conscience d'elle-même, dans ses rapports avec la société et avec l'État, si elle possède une idée, une notion de sa propre constitution, les lois, conditions et formules de son existence ». Il s'interroge pour savoir si « la classe ouvrière est en mesure de déduire pour l'organisation de la société des conclusions pratiques qui lui soient propres ». Il répond d'ailleurs par la négative : « la classe ouvrière n'est pas encore en mesure de créer l'organisation qui permettra son émancipation ». Proudhon devait mourir, sans voir le développement de l'A.I.T., et en quelque sorte un démenti à cette dernière réflexion.

## **Les proudhoniens français et la naissance de l'A.I.T.**

Contrairement à l'Angleterre où l'existence, le mode d'organisation, voire même la puissance des unions déterminent pratiquement l'évolution du mouvement ouvrier, en France, une tradition, une culture propre, un système de références historique actualisent constamment les revendications à l'autonomie ouvrière. Le milieu dans lequel l'A.I.T. va naître, puis se développer, ce sont des classes ouvrières qui ne disposent pas d'organisation puissantes, mais où un mouvement associatif s'enracine et où, malgré leur réformisme, la spécificité culturelle ouvrière et les pratiques qui lui correspondent prédisposent à la méfiance vis-à-vis de toute collaboration politique avec la bourgeoisie, et même au mépris de cette classe.

C'est animé de ces sentiments que les ouvriers français entreront en contact avec leurs compagnons anglais. Le traité de commerce de 1860 qui réactive la concurrence entre la France et l'Angleterre provoque des baisses de salaires et rend plus difficile le niveau de vie des travailleurs, les pousse à rechercher si une entente avec leurs camarades anglais ne serait pas une bonne solution pour freiner la détérioration de leur situation. La crise textile qui frappe les renforce dans leur opinion.

L'empire en difficulté cherche à se concilier cette classe ouvrière qui se réveille, avant qu'elle ne menace. En 1862 à l'occasion de l'exposition universelle de Londres, le gouvernement fait envoyer des délégués ouvriers élus à l'exposition. C'est à cette occasion que quelques ouvriers proudhoniens prennent contact avec les unionistes anglais. D'emblée, ils sont impressionnés par la puissance des syndicats britanniques, sans commune mesure avec celle de leur propres associations. Ils soulignent dans leur rapport les salaires élevés, l'hygiène qui règne dans les manufactures, une certaine liberté avec les patrons et l'État. La situation « enviable » des ouvriers de manufacture anglais ne doit être jugée que relativement à celle des ouvriers français d'alors. Ils se promettent de se rencontrer à nouveau. Pourquoi des liens de solidarité ne se tisseraient-ils pas entre les classes ouvrières les plus « avancées » d'Europe.

Ces travailleurs se disent proudhoniens et pour les distinguer des proudhoniens ultérieurs, collectivistes, révolutionnaires et communards, qu'on appelle traditionnellement proudhoniens « larges », on nommera ceux-ci proudhoniens étroits. Timorés, ouvriéristes, opposés aux grèves, opposés à l'intervention de l'État dans leurs affaires, ils sont partisans de la constitution de sociétés mutuelles, de coopératives de production et de consommation, moyen qu'ils préconisent pour construire une société basée sur l'autonomie des producteurs libres. En pratique, ils apparaissent très semblables à leurs homologues anglais, réticents devant les luttes dures qui ruinent les caisses des associations, prudents, partisans du compromis. Ils cherchent à caser au mieux qu'ils peuvent la classe ouvrière dans la société ambiante tout en cherchant contradictoirement à préserver sa spécificité.

## **C. – La naissance de l'Internationale ouvrière**

Nous avons vu les raisons qui ont conduit les dirigeants ouvriers anglais et français à se rencontrer. Ce qu'il est important de remarquer dans tout cela, c'est que ces premiers contacts, ces premiers mouvements, les lignes de force qui vont amener à la construction de l'A.I.T., c'est la nécessité de la lutte des classes, le combat syndicaliste et en aucune façon des influences doctrinales, théoriques, etc. C'est dans les luttes syndicales, avec la multiplication des grèves que la nécessité s'est faite pour les unionistes et les proudhoniens d'établir des rapports par-dessus l'océan.

Les contacts noués en 1862, entre syndicalisés, vont se renouveler l'année suivante à l'occasion d'une manifestation en faveur de l'indépendance de la Pologne, manifestation à laquelle les unionistes invitent des représentants du prolétariat parisien.

Le 22 juillet 1864 un meeting réunit les principaux dirigeants syndicaux de Londres et 6 ouvriers parisiens (dont Tolain et Perrachon). Le lendemain les anglais accueillent les français dans une réunion restreinte où sont jetées les bases d'une entente.

L'A.I.T. est définitivement constituée au cours d'un nouveau voyage que Tolain et Perrachon, accompagnés de Passesmentier et Limousin, font à Londres à l'automne de cette année 1864.

## **Le meeting de Saint Martin's Hall**

Le 29 septembre 1864, cette réunion qui marque l'origine officielle de l'A.I.T., approuve un projet français de création de sections en Europe reliées par un comité central. Marx invité comme beaucoup de réfugiés de Londres à la cérémonie va assister selon sa propre expression « en observateur muet ». Il décidera de participer au comité provisoire à titre d'exilé allemand. Ce comité comprendra 21 anglais et 10 allemands, 9 français, 6 italiens, 2 polonais, 2 suisses. En fait seuls les anglais et les français représentent effectivement une réalité ouvrière. Dans le comité provisoire chargé de rédiger les statuts provisoires de l'association, Marx prendra vite une place de plus en plus déterminante et en fin de compte cherchera à s'approprier la direction réelle de l'association.

## **L'A.I.T. à ses débuts**

L'Internationales à ses débuts était donc ni plus ni moins une association ouvrière de type syndicale qui se proposait de défendre les intérêts des travailleurs et d'améliorer leur sort sans tenir compte des frontières. Il est décidé qu'un conseil général « établira des relations entre les différentes associations ouvrières de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays » et que l'association tiendra des congrès annuels souverains. A côté du conseil général doivent se constituer des sections locales et des fédérations nationales.

Les syndicats anglais forment à l'origine de groupe le plus important (25 000 adhérents en 1866). En fait cela ne représente qu'une fraction limitée de la masse des syndiqués anglais. L'A.I.T. ne se confondra pas avec l'unionisme et les deux mouvements vont suivre des routes divergentes. Les motivations des groupes fondateurs, si différentes qu'elles puissent être à Londres qu'à Paris, n'en apparaissent pas moins comme fort réformistes tant par les buts que par les pratiques et les idéologies des fondateurs.

Si l'Internationale apparaît comme un produit des luttes et de l'initiative ouvrière, et si en cela elle rompt avec la tradition des associations qui prolifèrent en son temps, elle n'apparaîtra pas bien dangereuse au début. Née à l'ombre de la politique démocratique,

elle va pouvoir compter sur la sympathie des radicaux, des républicains, etc., dont la presse se fera l'écho... Créée dans la foulée des associations radicales elle va voir venir à elle tout un tas de gens plus ou moins bien intentionnés. Ainsi les mazziniens italiens vont adhérer espérant bien utiliser l'organisation à leur profit. De même, on peut dire que la cause de l'émancipation ouvrière étaient bien le dernier souci des démocrates polonais, qui adhèrent aussi. Ainsi nombre de réfugiés dans toute l'Europe travaillent à faire de la publicité pour cette association qui n'apparaît pas très subversive.

Il fallait le flair exercé de Marx pour repérer dans le meeting un peu confus de Saint Martin's Hall un événement absolument décisif pour l'avenir du mouvement ouvrier. « J'ai dérogé, écrit-il à Engels, à ma règle habituelle de ne pas participer aux manifestations de ce genre, parce que cette fois-ci du côté de Paris comme de Londres, ce sont les puissances réelles ».

C'est de cette association que devaient naître tous les mouvements socialistes ultérieurs.

## **D. – Théories socialistes à l'époque de la naissance de l'Internationale**

Les premiers débats qui vont agiter l'Internationale vont avoir lieu entre Marx d'une part et les proudhoniens de l'autre. Les origines de l'anarchisme et de l'anarchosyndicalisme se retrouvent dans ce conflit idéologique qui opposa Marx à Proudhon. Les malentendus issus de ce débat sont également pour une part à l'origine de la dégénérescence de ce qui, à l'époque ne s'appelle pas encore l'anarchisme.

Il faut par ailleurs toujours conserver à l'esprit que si un débat va opposer Marx aux proudhoniens dans l'A.I.T., Marx est à peu près seul (avec un petit groupe de fidèles qui l'entourent) alors qu'il s'est installé au conseil général de l'Internationale sans rien révéler de ses propres idées, en quelque sorte clandestinement et qu'il va travailler avec diplomatie des années durant à faire pénétrer ses conceptions dans l'association. Le marxisme est alors complètement ignoré sauf dans de tous petits noyaux en Allemagne. Du côté proudhoniens, il en va très différemment. L'influence proudhonienne est

prédominante en France, en Belgique. Proudhon est connu en Espagne par l'intermédiaire du républicain fédéraliste Pi Y Margall. En Angleterre les vieilles influences oweniennes sont très voisines des idées proudhoniennes. Le proudhonisme, comme on l'a vu est d'ailleurs essentiellement une façon de revendiquer la dignité ouvrière, le droit à la liberté et à l'autogestion et constitue alors une sorte de bien commun aux classes ouvrières.

Il y a donc alors une dissymétrie complète entre les deux influences. Pour nombre de militants ouvriers d'alors Marx avec ses conceptions que l'on taxera de « liberticides » apparaît selon l'expression de James Guillaume comme : « le coucou qui est venu pondre son œuf dans un nid qui n'était pas le sien ».

Il est coutume d'opposer violemment Marx à Proudhon. En fait, après plus d'un siècle, tout cela ne présente plus grand intérêt.

Plutôt que chercher à distinguer dans le détail l'apport respectif de Marx et Proudhon, il est plus important de voir quel est l'acquis théorique commun à l'un et à l'autre dans ces années 1860, acquis qui va être celui de la classe ouvrière, et pas de telle ou telle chapelle :

- ◆ Les contradictions sociales sont une conséquence du régime de propriété privée des moyens de production.

- ◆ Le capitalisme en accaparant les moyens de production condamne le prolétariat au salariat.

- ◆ La plus-value définit ce que l'un et l'autre appelle le vol capitaliste.

- ◆ Le travail est seul créateur de valeur, le profit est donc une partie du travail lui-même.

- ◆ La fin de l'exploitation passe par la destruction du capitalisme.

- ◆ L'État est l'organisation de défense des intérêts de la bourgeoisie.

- ◆ Le régime capitaliste engendrant une coupure dans la société civile (terme Saint Simonien) se condamne donc lui-même historiquement

S'il y a des oppositions entre Marx et Proudhon, qu'on le veuille ou non ils se placent l'un et l'autre sur le même terrain, celui de la lutte du prolétariat pour son émancipation. Le débat ne se présente pas sous la forme d'une opposition irréductible, mais sous celle d'une continuité rendue nécessaire par l'évolution de la pensée ensuite. Et aujourd'hui on peut dire que si, en ce qui concerne la critique économique, Proudhon est un précurseur dans l'analyse des fonctionnements du régime capitaliste et de l'exploitation du prolétariat, Marx a systématisé ce travail, et l'œuvre économique de Marx n'est en rien incompatible avec les thèmes fondamentaux de l'anarchisme.

L'apport vraiment positif de Proudhon et le point sur lequel les divergences se feront irréductibles avec Marx se trouve justement dans cette continuité qu'il y a entre ses théories et les aspirations spontanées des travailleurs. Le proudhonisme ne fut pas à proprement parler, nous l'avons vu, une doctrine scientifique, mais une tentative pour essayer de penser, avec toutes les limites de l'époque, le moyen de réaliser le maximum de socialisme avec le maximum de liberté, et cela par l'action des ouvriers eux-mêmes.

Quant à Marx, il avait depuis longtemps élaboré ses idées politiques. C'est en 1848 qu'il publie : « le Manifeste du parti communiste » qui constitue encore de nos jours une sorte de référence canonique pour marxistes de toute obédience. Dans ce livre, Marx expose ses conceptions :

- ◆ Le prolétariat doit organiser un parti politique
- ◆ Le susdit parti doit chercher à prendre le pouvoir d'État
- ◆ Le parti une fois au pouvoir, la production devra être centralisée entre les mains de l'État.

« La première étape de la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives... Expropriation foncière et affectation de la rente foncière aux



dépenses de l'État... Centralisation du crédit entre les mains de l'État, au moyen d'une banque nationale dont le capital appartiendra à l'État et qui jouira du monopole exclusif... Centralisation entre les mains de l'État des moyens de transport ».

En même temps qu'il exposait ses conceptions d'étatisation tout azimut, il développait aussi ses théories sur la nécessité de constituer des partis politiques nationaux. La tactique qui en résultait, se situait dans le cadre politique des États capitalistes. Des compromis de ce fait devenaient nécessaires avec des forces politiques non prolétariennes : « La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas quant au fond une lutte nationale en revêt d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie... le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dominante de la nation, devenir lui-même la nation... En France, les communistes se rallient au parti démocrate-socialiste, en Suisse ils appuient les radicaux, sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments contradictoires, moitié de bourgeois radicaux, moitié de démocrates socialistes dans l'acception française du mot. Enfin les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays. »

Toutes ces idées, regroupées et coordonnées formaient un édifice intellectuel à peu près cohérent, et à toute cette sauce, il donnait le nom de dictature du prolétariat.

Tout cela demeurait d'ailleurs soigneusement caché au gros des troupes de l'A.I.T. et seulement énoncé dans les cercles d'initiés. Ces opinions allaient complètement à l'encontre des plus solides traditions ouvrières, fondées sur la méfiance vis-à-vis de l'État, la confiance dans les mouvements associatifs au sein des classes laborieuses, l'amour de la liberté.

## **Les limites de la théorie**

En fait la suite des événements allait montrer que les positions stratégiques de Proudhon comme de Marx en matière d'action politique étaient devenues complètement caduques. Il ne faut pas oublier que ces idées avaient été énoncées presque 20 ans avant la naissance de l'A.I.T. et aussi bien le réformisme mutualiste de

Proudhon que le parlementarisme, le projet étatique marxien révèlent un état encore embryonnaire de l'organisation des forces ouvrières. Le premier grand mouvement d'auto-organisation des masses à l'échelon international, ce sera l'A.I.T. et ni Marx, ni Proudhon ne pouvaient se représenter concrètement un tel processus. Leurs idées qui ont été débattues dans les premiers congrès de l'internationale allaient finir par paraître vieillottes. Les Proudhoniens qui ne disposaient pas d'un corpus rigide devaient par la suite s'adapter aux nouvelles conditions, cependant que, le jour où par une sorte de coup d'État, Marx voudra imposer ses opinions dans l'Internationale, il trouvera devant lui une opposition majoritairement qui refusera aussi bien le proudhonisme que le marxisme.

C'est l'activité politique pratique du prolétariat lui-même dans l'A.I.T. qui allait montrer la marche à suivre et élaborer un projet socialiste international cohérent, ce que bien évidemment ni Marx ni Proudhon ne pouvaient prévoir.

Néanmoins, dans leurs analyses se trouvent esquissés la plupart des éléments indispensables à la compréhension de la société bourgeoise. Pour avoir méconnu ou négligé ce minimum, le mouvement anarchiste au début du 20<sup>e</sup> siècle, oublieux de ses origines, devait sombrer dans la déchéance intellectuelle, l'éclat des bombes et les incantations rituelles...

### **III. – LA RADICALISATION DE L'A.I.T.**

L'A.I.T à son origine était donc une organisation réformiste. Le comité provisoire est formé d'éléments tout à fait hétérogènes : les syndicalistes anglais, les proudhoniens français ainsi qu'une fraction radicale, des mazziniens et enfin, très minoritairement un petit quartier de communistes allemands, dont Marx.

C'est Marx qui va prendre en main la direction du conseil général, rédigeant l'adresse, les préambules et les statuts de l'Internationale. Il va ensuite demeurer à la tête de l'organisation jusqu'en 1872. Marx se rendait bien compte de l'hétérogénéité des forces en présence et qu'il était impossible de définir un programme rigoureux. I s'y prit de façon suffisamment diplomatique pour que

les statuts soient assez ambigus pour permettre à l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier de collaborer à l'association. En même temps, il les rédigea de telle sorte qu'ils pouvaient permettre une compréhension beaucoup plus radicale. Il laissa dans l'ombre tout ce qu'il pensait de la nécessité du rôle de l'État et des partis politiques, se réservant d'intervenir plus tard, quand la situation serait plus propice.

De 1864 à 1869 (date du congrès de Bâle) durant toute cette période que l'on peut appeler celle de la radicalisation de l'A.I.T., il va s'efforcer de concilier au conseil général toutes les tendances, agissant plus ou moins en sous-main pour que se développe l'association. On peut dire que ces années-là il fut un serviteur zélé de la cause du prolétariat, sacrifiant à cette cause toute sa puissance de travail et ses immenses possibilités intellectuelles. Il va s'efforcer avec succès de rassembler les forces éparses du prolétariat, orientant avec prudence mais toujours avec une grande sûreté de jugement les décisions du conseil général de Londres, chargé de coordonner les efforts des fédérations nationales pendant l'intervalle des congrès. L'action de Marx sur les fédérations nationales elles-mêmes sera comme nous aurons l'occasion de le voir, beaucoup plus sujette à caution.

## **A. – Radicalisation pratique des luttes de classes**

Durant ses deux premières années, l'A.I.T. pourrait-on dire, vivote. Des sections se sont bien créées en France, en Suisse, En Belgique... Mais le mouvement n'a pas encore pris une grande ampleur. Nous avons vu quel est alors le développement de la société capitaliste ces années-là ; la naissance de l'Internationale est liée à la réapparition des luttes ouvrières à partir du début des années 1860 en Angleterre et en France. A ce premier mouvement d'agitation sociale va succéder à partir de 1866 une vague de grèves qui déferlent sur la France, la Belgique, la Suisse et l'Italie et dans cette conjoncture, l'Internationale apparaît comme l'instrument le plus adapté aux luttes ouvrières. Les grèves dont le nombre s'accroît de manière constante après 1866 vont être très fréquemment suivies d'un mouvement d'adhésion à l'A.I.T., essentiellement de la part des travailleurs touchés et menacés par le processus de restructuration économique.

## **En France :**

◆ Grève des bronziers parisiens de février 1867 due à l'intervention patronale contre la société ouvrière de crédit mutuel fondée par les bronziers. Les patrons finiront par s'incliner et l'Internationale ressortira grandie de cette épreuve. L'A.I.T. interviendra contre la menace de faire venir des ouvriers anglais et par des collectes.

◆ Grève des tisserands et fileurs de Roubaix en mars 1867.

◆ Grèves du bassin minier de Fuveau, Gréasque, Gardanne, Auriol, La Bouilladisse qui se succèdent d'avril 1867 à février 1868, et qui se termine malgré l'échec des mineurs par l'adhésion de ceux de Fuveau à l'Internationale.

L'essentiel des activités des sections françaises à partir de 1867 consiste à épauler ces grèves et à appuyer les grèves étrangères. Les années 1867-1868 sont celle non pas d'une activité théorique mais des réalisations pratiques de solidarité.

## **En Belgique :**

◆ Grève des mineurs de Charleroi, durement réprimée par l'armée et qui entraîne un renforcement de l'A.I.T.

◆ Grève des tisserands à Verviers : le patron ayant voulu opérer un prélèvement forcé sur les salaires des ouvriers pour la constitution d'une caisse de secours, les tisserands répondront qu'ils en ont une dans l'A.I.T. et qu'ils continueront à gérer eux-mêmes leurs affaires.

◆ Grève des voiliers à Anvers qui se termine par un échec dû à l'arrivée de « jaunes » venus de Hollande. Les ouvriers licenciés (une vingtaine) travailleront pour le compte de leur société de résistance. Les sections de l'A.I.T. leur avanceront des fonds pour l'achat de l'outillage et des matières premières.

En 1868, conjointement à ce développement des grèves on assiste au premier grand développement de l'A.I.T. et du mouvement ouvrier en Belgique. Toute la partie industrialisée de ce pays est touchée par l'action de l'A.I.T.

## A Genève :

– Grève des ouvriers du bâtiment de mars-avril 1868. Cette grève fut déclenchée dans une période économiquement favorable (plein emploi, grandes constructions en cours, saison propice) elle fut bien conduite, les ouvriers réussirent à empêcher la venue de « jaunes » et à organiser un vaste mouvement de solidarité. Cette grève fut l'occasion d'une belle manifestation de solidarité internationale qui se termina par un succès complet. Un délégué au congrès de l'A.I.T. à Bruxelles déclara : « les bourgeois, bien que ce soit une république ont été plus méchants qu'ailleurs, les ouvriers ont tenu bon. Ils n'étaient que deux sections avant la grève, maintenant, ils sont 24 sections à Genève renfermant 4000 membres.

Le caractère général du mouvement gréviste qui évolue de 1864 à 1870 passe de grèves isolées, souvent fortuites à de véritables combats de classe. Ces révoltes ouvrières se déclenchent la plupart du temps en fonction des conditions locales et des facteurs économiques : pressions patronales sur les organisations ouvrières, diminution des salaires, augmentation des heures de travail, augmentation des prix, tentatives ouvrières d'obtenir de meilleures conditions de travail.

Pour beaucoup de travailleurs, ils ignorent jusqu'à l'existence de l'A.I.T. C'est au cours des luttes qu'ils mènent, qu'ils découvrent sa solidarité effective qui, si elle n'intervient pas dans le déclenchement des grèves se manifeste par des appels à la solidarité par-delà les frontières, organise des collectes, envoi de l'argent aux grévistes. Elle encourage et œuvre à la formation de syndicats, au regroupement des forces ouvrières. C'est grâce à son intervention que les bronziens parisiens sortent victorieux de l'épreuve de force, que les ouvriers du bâtiment de Genève finissent par triompher.

Aux travailleurs insatisfaits de leur sort, ses journaux proposent une critique de l'ordre social, et des solutions. Jusqu'en 1866 les proudhoniens belges et français sont opposés aux grèves, mais à partir de 1867, ils ne peuvent que constater la grande valeur de la grève dans le domaine de la propagande de la solidarité et de l'unité ouvrière.

Malgré sa solidarité effective, l'A.I.T. ne pousse pas cependant à l'action révolutionnaire immédiate. Au contraire, elle recommande

même souvent la modération et cherche parfois à freiner les mouvements de grève, épreuves pour lesquelles elle ne se sent parfois pas assez forte pour assumer un soutien effectif aux travailleurs en lutte : « nous pensons, déclare la comité fédéral de la Suisse Romande au lendemain de l'échec de la grève du bâtiment à Lausanne, qu'il est temps d'organiser la résistance sur des bases solides, que nous ne devons plus marcher à l'aventure, comme nous l'avons fait jusqu'à présent ».

Mais malgré ses appels à la modération, l'Internationale se voit progressivement amenée par le développement de l'auto-organisation ouvrière elle-même à assumer des luttes de plus en plus nombreuses et de plus en plus violentes. Sa seule existence, les quelques succès initiaux, les manifestations de solidarité, la puissance que la classe ouvrière sent en elle-même grâce à son organisation internationale, tout cela incite les travailleurs à l'action. Le mouvement s'accélère par un effet cumulatif : la confiance dans les possibilités d'améliorer la condition ouvrière, encouragée par la seule présence de l'A.I.T., incite et stimule les actions revendicatives suscitant des mesures de répression violentes (police, armée) qui, à leur tour, ont pour effet de pousser les ouvriers à se grouper et à se tourner vers l'A.I.T. Peu à peu dans les pays où a déferlé le mouvement gréviste, l'A.I.T. va devenir le grand espoir de la classe ouvrière cependant que la bourgeoisie va s'inquiéter puis porter à l'association une haine farouche, à la mesure de ses craintes.

## **B. – Radicalisation politique de l'A.I.T.**

La multiplication des grèves contribue également au durcissement de l'A.I.T. et à la radicalisation de sa politique.

Ce sont les luttes dans lesquelles l'organisation est engagée contre les adversaires du prolétariat beaucoup plus que les conflits idéologiques qui expliquent cette radicalisation.

Il faut aussi ne pas perdre de vue que c'est là où les luttes revendicatives ont eu un caractère massif et puissant, en France, en Belgique, en Suisse, en Italie que cette radicalisation politique, la découverte de solutions révolutionnaires va se manifester. Le conseil général à Londres ne participe que de loin à cette évolution et Marx lui-même est plus alors préoccupé de la conduite du conseil

général, des positions qu'il cherche à lui faire adopter, de diplomatie enfin, que de l'évolution générale de la situation sociale sur le continent.

L'A.I.T. ne peut borner son activité à l'étude et à la discussion de problème théorique. Elle ne peut dissocier comme le voudrait les proudhoniens mutualistes les questions sociales des questions politiques

A chaque intervention de l'armée les réformistes perdent du terrain au profit des partisans de la rupture révolutionnaire. Les manifestations de solidarité que suscitent les grèves, incitent les gouvernements à frapper non seulement les grévistes, mais ceux qui les soutiennent et les encouragent, c'est-à-dire l'A.I.T., que l'on rend responsable de l'agitation sociale.

Le gouvernement français va poursuivre l'A.I.T. de façon toujours plus pressante à partir de 1867. En mars 1868, les membres de la commission chargés de l'administration de la section parisienne sont condamnés à 100 francs d'amende chacun, et la section parisienne déclarée dissoute. En mai, les membres de la deuxième commission, constituée avant même la condamnation du premier groupe, sont frappés de trois mois de prison. L'A.I.T. est interdite et a des dettes : elle est en crise. Cette crise ne sera que passagère car à la fin du Second Empire, on assiste à un nouvel essor de l'A.I.T. qui est une conséquence immédiate du puissant mouvement de grève qui soulève le prolétariat français à partir de la seconde moitié de 1869.

Partout où l'A.I.T. est implantée solidement on note des répressions. L'effet de ces répressions gouvernementales est intéressant à observer. Elle intimide les faibles et suscite un certain découragement parmi les militants de l'A.I.T. Au lendemain de la grève du bâtiment à Lausanne, on peut relever un fléchissement assez net de l'A.I.T. Dans l'ensemble de la Suisse Romande on constate un désarroi assez général à la même époque.

Ceux qui avait vu dans l'A.I.T. un moyen de développer le mutuellisme et les coopératives s'effraient des conséquences du conflit qui les dresse directement contre l'État et les patrons et s'écartent de l'association, laissant le champ libre à une génération plus jeune et plus décidée, révolutionnaire et collectiviste. En Suisse les militants les plus tièdes, en France les proudhoniens « étroits » sont éliminés ou disparaissent d'eux-mêmes vers 1868, date à

laquelle l'A.I.T. est amenée à prendre une position combative dans le domaine des grèves. En Angleterre, à partir de cette date, les syndicalistes se laissent accaparer par des problèmes locaux ou nationaux et à leur suite, les ouvriers anglais s'occupent de la réforme électorale et se désintéressent de plus en plus de l'A.I.T.

Il faudra décrire chacune des fédérations de l'Internationale en fonction de son évolution propre et de ses déterminations internes pour voir comment à partir de ce mouvement de radicalisation en France, en Belgique... la coupure va s'installer dans l'Internationale.

On peut suivre auparavant cette évolution générale de l'A.I.T. vers des thèses idéologiques plus dures en étudiant les congrès successifs de l'Association.

## **Premier congrès de l'A.I.T. à Genève**

Le congrès se tint du 3 au 6 septembre 1866 et réunit 46 délégués (essentiellement de France d'Angleterre, de Suisse et d'Allemagne). Il adopta les statuts et règlements de l'A.I.T. qui avaient jusque-là été provisoires. Il posa le problème de la journée de 8 heures, des différentes luttes sociales entre le capital et le travail, des coopératives, des sociétés ouvrières, du travail des femmes et des enfants. Également le problème de la question polonaise et des armées permanentes.

La presque totalité des questions posées montra l'opposition des proudhoniens « étroits » français et du conseil général. Marx n'assistait pas au congrès, mais par l'intermédiaire d'homme à lui, essayait d'influencer les positions de l'association dans un sens plus radical, ce à quoi s'opposaient les délégués français.

L'A.I.T. apparaît encore à travers ce congrès comme une association étroitement réformiste. Par ailleurs, elle représente encore peu de pays.

Une première opposition apparaît chez les délégués proudhoniens français à propos du travail des femmes où la minorité conduite par Varlin s'oppose aux positions très traditionalistes de la majorité (partisans de la femme au foyer).



## Congrès de l'A.I.T. à Lausanne

64 délégués se réunirent du 2 au 8 septembre 1867, provenant de Suisse, de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Belgique.

Vont être discutées les questions suivantes :

- ◆ Les moyens pratiques de faire de l'association un centre commun d'action pour la classe ouvrière ;
- ◆ Les problèmes du crédit, des banques, des assurances mutuelles dans l'objectif de l'émancipation ouvrière ;
- ◆ Le problème de la solidarité. Le danger de voir naître à côté d'une classe ouvrière organisée et puissante un sous-prolétariat misérable ;
- ◆ Le chômage. L'effet du machinisme. Le problème de l'extinction du salariat ;
- ◆ Le rôle de l'homme et de la femme, l'éducation des enfants ;
- ◆ La question de l'État, des services publics, le problème de la justice pénale etc.

En fait, l'Internationale avait peu progressé depuis l'an passé, en Suisse et en Belgique la répression s'est accrue et a attisé la combativité ouvrière. Le congrès ayant lieu à Lausanne les proudhoniens « étroits » français étaient en nombre restreint. L'influence de ceux-ci fléchit légèrement par rapport au congrès précédent, mais en fait aucune résolution importante n'est adoptée. Les collectivistes commencent malgré tout à marquer des points : un premier débat sur la question de faire passer le sol à la propriété collective a lieu, mais sans qu'une conclusion soit adoptée, et la question est reportée au prochain congrès.

Malgré leur attitude plutôt réformiste, les français manifestent leur prudence et leur crainte sur la question de l'État : « Nous définissons l'État, la collectivité des citoyens », dit Longuet, de Caen. « A propos de l'organisation par l'État des chemins de fer, canaux, mines et services publics, il est bien entendu aussi que ces services ne seront pas administrés par des fonctionnaires de l'État... Il entend que les chemins de fer, canaux, mines, etc.,... soient construits, exploités ou administrés par des compagnies ouvrières. »

Quant au droit de justice pénale ; même chose : « quant au droit de punir, dit Chemalé de Paris, l'État actuel ne représente pas la collectivité des citoyens, et on ne doit pas lui reconnaître le droit de punir et surtout de punir de mort. Il n'y a droit de punir que là où un contrat librement consenti n'est pas exécuté : le critérium de la culpabilité est le contrat.

Déjà les vieilles préventions ouvrières face à l'autorité commencent à se manifester devant des thèses qui apparaissent de plus en plus étatistes, quoique non encore ouvertement.

## **Congrès de l'A.I.T. à Bruxelles**

100 délégués sont présents du 6 au 13 septembre 1868, de France, d'Angleterre, de Belgique, d'Allemagne, de Suisse, d'Italie et d'Espagne.

L'association apparaît maintenant comme l'ennemi de la société bourgeoise. Les proudhoniens cette fois sont devenus des partisans de la grève, que l'année précédente ils rejetaient encore. Cette fois au niveau des résolutions les collectivistes sont majoritaires, face aux mutuellistes, qui dès lors vont disparaître de la scène des luttes sociales.

Malgré l'opposition très minoritaire de ceux-ci les premiers textes résolument collectivistes sont votés : « Les mines, houillères, carrières..., ainsi que les chemins de fer doivent appartenir à la collectivité sociale, il doit en être de même du sol arable, des canaux, routes, lignes télégraphiques et autres voies de communication et des forêts. »

A propos de la guerre : « Le congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. » C'est la première fois qu'une allusion est faite à la grève générale comme arme du prolétariat, et à propos d'une menace de guerre et non pas comme ultérieurement comme moyen préliminaire à la révolution sociale.

Le congrès eut à discuter des grèves, des sociétés ouvrières, de l'effet des machines sur la situation des travailleurs, de l'enseignement, du crédit, de la propriété foncière, etc....

L'importance des questions traitées, le niveau des débats, le nombre des sections et fédérations représentées marquaient l'évolution en importance et en sérieux de l'association.

Parmi les collectivistes qui sont apparus face aux proudhoniens, et en rupture avec eux il apparaît maintenant deux tendances :

◆ Les « marxistes » allemands et surtout anglais. Pour les anglais qui prennent la parole les options parlementaristes sont clairement affirmées : « les ouvriers doivent s'emparer du pouvoir politique mais non par violence, ils doivent tâcher d'arriver aux chambres afin de changer les lois comme les anglais commencent à le faire ». Ils se réclament évidemment du centralisme étatique de Marx, tel que celui-ci l'avait défini dans le « Manifeste du parti communiste ».

◆ Les « antiautoritaires » (on ne peut pas encore parler de libertaires ou d'anarcho-syndicalistes car les thèses et les revendications de cette tendance demeurent encore floues. Ils redoutent la centralisation effrayante de l'État marxiste qu'ils devinent à travers les textes de leurs adversaires et commencent à essayer de définir une voie collectiviste révolutionnaire qui resterait sous le contrôle et la responsabilité directe des associations ouvrières.

◆ Ainsi à propos de la socialisation des banques, Eccarius de Londres et du conseil général dira : « ici on paraît redouter énormément l'État ; nous avons déjà remarqué la même chose à propos de l'éducation ; mais l'État n'a pas toujours été et ne sera pas toujours comme aujourd'hui... Quand selon notre vœu, l'État sera l'expression sincère de la volonté des travailleurs alors il n'y aura plus rien à redouter. Il exploitera les banques comme tout le reste pour le bien public.

A quoi répondra le belge Hins : « nous ne voulons pas de banque d'État puisque nous ne voulons pas d'État. »

Simple fissures qui n'entraînent pas encore de division bien nette... mais qui vont bientôt s'élargir.

## **C. – Congrès de l'A.I.T. à Bâle : l'affirmation révolutionnaire**

Du 6 au 12 septembre 1869 se réunit à Bâle le 4ème congrès de l'A.I.T. 82 délégués sont présents, envoyés de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de Suisse, d'Italie, d'Autriche, d'Espagne et des

États-Unis. C'est toutes tendances réunies une majorité écrasante de collectivistes qui participent aux débats.

C'est le plus important et le plus international des congrès de l'association. On traita de la propriété foncière, du crédit mutuel, du droit d'héritage, de l'instruction et de l'action des sociétés de résistance (syndicats) sur l'émancipation des travailleurs.

Il n'est plus question de transformer la société existante par des réformes mais d'assurer la victoire du socialisme par la révolution sociale. Ainsi, on lit dans le rapport de la section de Genève à Bâle : « ...on dirait que la bourgeoisie à décider de se suicider plutôt que de faire la moindre concession. Elle veut la guerre ! Eh bien elle l'aura. Le prolétaire est las de souffrir la misère et les humiliations, il veut sa part de bien être et de dignité. Pour obtenir cette part, il veut jouir de l'intégralité des produits de son travail. Il sait que pour cela il faut ôter aux capitalistes le monopole de la terre et des capitaux. Il veut rentrer dans les biens qui lui reviennent légitimement et que les classes privilégiées ont gérés si longtemps à son grand détriment et à leur grand profit. Il demande à être réintégré dans les biens que la nature donne à tous, tels que le sol, les mines, les forêts, les eaux et dans ceux que sont propre travail a créé tels que les outils, les machines, les ateliers. Or, comme la bourgeoisie semble peu disposée à entrer en conciliation, il faudra bien que le grand procès en restitution soit attenté. »

A propos de la question de la propriété du sol, débattue dans l'association depuis plusieurs années, le congrès déclara : « La société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de faire entrer le sol à la propriété collective. »

Aucune résolution n'est prise quant au mode d'organisation de cette propriété collective, tant était devenue aiguë l'opposition entre les collectivistes étatiques et les collectivistes libertaire. Le congrès décide : « que toute section de l'A.I.T. prépare pour le prochain congrès un travail sur le mode pratique d'amener la solution de la propriété collective. »

A propos du droit d'héritage, la commission (dont Bakounine faisait partie) chargée de cette question, conclut : « le congrès reconnaît que le droit d'héritage doit être complètement et radicalement aboli et que cette abolition est une des conditions indispensables à l'affranchissement du travail ».

Cette proposition allait à l'encontre de celles faites par Marx qui se prononçait pour des mesures transitoires (extension de l'impôt sur le droit d'héritage et limitation du droit de tester).

La proposition des marxistes est rejetée (37 contre, 19 pour, 6 abstentions) celle de la commission obtint : 32 pour, 23 contre, 13 abstentions. Ces chiffres donnent à peu près les rapports de force dans ce congrès entre les « marxistes » et les « antiautoritaires ». Cette question du droit d'héritage ne devait d'ailleurs être qu'une première escarmouche entre les deux grandes fractions qui vont dès lors se partager l'association.

Ainsi, de grève en grève, de congrès en congrès, de réformiste qu'elle était à l'origine, à l'occasion de l'intensification des luttes de classes, l'A.I.T. est devenue une vaste organisation de masse et de classe, collectiviste et révolutionnaire.

Mais à partir de ce congrès de Bâle, le conflit qui avait mûri lentement dans l'Internationale, éclate ouvertement.

## **IV. – LE CONFLIT DANS L'INTERNATIONALE**

A dater du congrès de Bâle, les thèses collectivistes sont clairement affirmées dans l'internationale, la transformation des structures sociales apparaît nécessaire et urgente. Du moins au niveau des congrès de l'association.

Cependant rien n'a encore été décidé quant aux formes pratiques auxquelles la classe ouvrières devra recourir.

Les statuts de l'A.I.T. rédigés par Marx en 1864, l'avaient été, à dessein de façon suffisamment ambiguë pour que toutes les composantes du mouvement ouvrier puissent adhérer sans problème à l'organisation. Les républicains plus ou moins radicaux, les mazziniens, etc., s'étaient peu à peu éloignés d'une association de plus en plus turbulente. Les proudhoniens avaient suivi le même chemin, ou avaient opéré une transformation radicale dans leurs pratiques.

Mais au congrès de Bâle, des divergences étaient apparues, des affrontements encore modérés qui avaient mûri toutes les années précédentes. Des tensions internes apparaissent, des tensions qu'il devenait impossible de concilier entre les collectivistes eux-mêmes.

Quand vint la proposition d'introduire dans les débats la question de la nécessité pour la classe ouvrière de constituer des partis politiques (parlementaires et nationaux) Bakounine répondra : « Nous sommes une association Internationale qui, d'après ses propres résolutions, déclare que les questions politiques et sociales sont intimement liées mais qui, par son nom même, indique que les questions politiques doivent être internationales et non nationales ».

A propos de la question de l'État, si les marxistes veulent « prendre le pouvoir politique », mener une action parlementaire pour étatiser la production, on trouve déjà un glissement chez les proudhoniens. Langlois, des tourneurs de Paris exprime « la crainte que malgré leur intention, ceux qui prétendent prêcher le communisme libéral ne soient entraînés par la logique et la force même des choses vers le communisme autoritaire. Car la logique extrême, c'est l'État pour propriétaire collectif du sol, faisant travailler par force, enrégimentant les ouvriers par escouade, sous la conduite d'ingénieurs, de contremaîtres, instituant une forte hiérarchie du travail, en un mot, faisant travailler en règle ». A propos de cette question de l'État le Belge Hins, s'éloigne tant des vieilles préventions proudhoniennes de Langlois que de la volonté de participation des marxistes : « Laissons plutôt ces gouvernements tomber en pourriture, et ne les étayons pas de notre moralité. Voici pourquoi : l'Internationale est et doit être un État dans les États ; qu'elle laisse ceux-ci marcher à leur guise jusqu'à ce que notre État soit le plus fort. Alors, sur les ruines de ceux-là, nous mettrons le nôtre, tout préparé, tout fait, tel qu'il existe dans chaque section. Ôte-toi de là que je m'y mette, telle sera la question ».

Le conflit va dès lors éclater, et révéler les oppositions irréductibles entre ceux qui veulent utiliser l'association à des fins parlementaires, et dont Marx se fera la tête, et les partisans d'une révolution sociale libertaire.

Les trois ans qui vont suivre, du congrès de Bâle au congrès de la Haye, sont à tous égards des années fondamentales dans l'histoire du mouvement ouvrier. Durant ces années-là se constitue la social-

démocratie allemande, qui servira de modèle aux partis socialistes ultérieurs, cependant qu'en France, en Belgique, en Italie, en Espagne, le mouvement ouvrier révolutionnaire jette les bases de ce que l'on appellera l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme.

Ce conflit qui couvait, va apparaître au grand jour, s'approfondir et entraîner finalement la coupure du mouvement ouvrier en deux grands tronçons, provoquant la mort de l'International.

On a trop souvent déformé l'histoire de cette lutte et de cette coupure. La plupart du temps, on a réduit toute l'affaire à une querelle de personnes, une lutte d'influence entre Marx et Bakounine. Cette conception accorde en fait trop d'importance aux individus, aux théoriciens. La lutte dans l'A.I.T. se serait produite même sans eux et les dépasse l'un et l'autre. Les figures qui occupent successivement le devant de la scène dans l'Internationale, Proudhon, Marx, Bakounine représentent et expriment des tendances apparues successivement dans l'histoire du mouvement ouvrier et reflètent des états différents de conscience, d'organisation et de puissance des forces ouvrières, des phases différentes de la lutte des classes. Les oppositions personnelles, si elles ont bien joué un rôle, disparaissent devant le mouvement historique réel que les théories ne font qu'exprimer.

Ainsi les proudhoniens « étroits » ne peuvent-ils être compris en dehors de leur temps, du mouvement et des aspirations ouvrières de leur époque. En 1869 ces hommes ont perdu toute importance, car leurs idées reflètent des conditions de luttes désormais dépassées.

Les positions des marxistes elles aussi sont tributaires du milieu qui leur ont donné naissance, des conditions historiques de leur apparition et des conditions d'organisation concrète des classes laborieuses qui leur servent de base.

Pour analyser l'histoire de cette coupure dans le mouvement ouvrier, après avoir décrit l'évolution générale de l'Association à travers les mouvements de grève et les congrès, il faut maintenant entrer dans la vie des fédérations nationales de l'A.I.T.

## **A. – L'A.I.T « marxiste »**

Les « marxistes » qu'on ne connaissait d'ailleurs encore pas sous ce nom, outre le fait qu'ils étaient en mesure d'utiliser le conseil général dans leur stratégie, pouvaient compter ces années-là sur l'A.I.T. en Angleterre, en Allemagne et dans le canton de Genève. Ce sera là les bases qui leur permettront de mener leur politique. Les fédérations autrichienne, hongroise, etc., menaient une existence tout à fait fantomatique et suivaient les révolutions de la social-démocratie allemande.

## **L'A.I.T. en Angleterre**

On se souvient que la création de l'internationale avait été due à l'initiative des leaders syndicalistes anglais, à l'occasion d'une conjoncture complexe et favorable. L'Internationale était apparemment bien partie en territoire britannique. En fait, ce sera très vite l'échec. Non seulement dès 1867, ses effectifs stagnent pour décroître très vite, mais de plus elle ne laissera aucune influence sensible sur le mouvement ouvrier anglais (à l'opposé de ce qui va se passer en France, en Italie, en Espagne).

Quelles sont les lignes de force qui vont déterminer l'évolution de l'A.I.T. en Angleterre. En territoire britannique l'histoire de l'Internationale est essentiellement le produit des rapports entre l'unionisme et ses tendances d'une part, Marx et ses idées de l'autre.

## **Rappel sur l'unionisme**

On a déjà eu l'occasion de parler des structures et des tendances des unions anglaises, en particulier celles des grandes unions. « Ce sont, dira Engels, beaucoup plus tard (préface à l'édition allemande de la Situation des classes laborieuses en Angleterre - 1892) les organisations des secteurs industriels où le travail d'homme adulte est seul utilisable ou prédominant. Ni la concurrence du travail des femmes ou des enfants, ni celle des machines n'ont été jusqu'à présent en mesure de briser leur puissance organisée. Les mécaniciens, charpentiers et menuisiers, ouvriers du bâtiment, constituent chacun pour soi une force, à telle enseigne qu'ils peuvent même résister victorieusement à la mise en service de machines...



Ce ne sont pas seulement leurs employeurs qui sont satisfait d'eux, mais eux-mêmes qui sont très contents de leurs employeurs. Ils constituent une aristocratie à l'intérieur de la classe ouvrière. Ils sont parvenu à conquérir une situation relativement confortable et cette situation, ils l'acceptent comme définitive ».

En 1864 seuls sont organisés en puissants syndicats de métier les ouvriers qualifiés. Les leaders syndicalistes, la junte sont radicaux et libéraux. Dans les réunions ils portent des toasts aux employeurs. On a vu que c'est cette spécificité de leur organisation d'aristocratie ouvrière, de couche privilégiée des travailleurs qui poussait spontanément les dirigeants unionistes à revendiquer des réformes, des législations favorables sans remettre en cause l'ordre social ; qui les amenait à réclamer leur place dans l'échiquier politique, parlementaire et électoral. Le parlementarisme des grandes unions, à point de départ syndical, qui va engendrer quelques années plu tard le travaillisme, est un mouvement profondément réformiste qui recouvre des intérêts matériels précis, les aspirations d'une couche sociale déterminée. Ce mouvement n'est en rien celui du prolétariat dans son ensemble mais celui des fractions les plus privilégiées des classes ouvrières, mouvement puissamment orchestré par la force des unions et de leur direction. Il est remarquable qu'en France à la même époque, cette même catégorie des élites ouvrières, compte tenu des différences organisationnelles et idéologiques de départ vont évoluer vers des conceptions syndicalistes révolutionnaires, aculés là-bas à ne pas séparer leur sort de la masse des travailleurs.

## **Rappel sur Marx**

On a vu les idées politiques qui étaient alors celles de Marx, cette conception idéologique forgée dans les années 1848, qu'il appelait le matérialisme historique, mélange de machiavélisme politique et de naïveté. Ces conceptions élaborées vingt ans plus tôt, vont entrer ici pour la première fois en fonctionnement. Pour Marx, le prolétariat, entité définie économiquement par la position qu'il occupe dans les rapports sociaux de production, doit s'organiser en parti politique, susceptible de le représenter au niveau de cette superstructure qu'est l'État. Ce parti du prolétariat doit, par la collaboration avec les partis bourgeois les plus « démocrates », par la participation parlementaire au pouvoir politique de l'État, transformer l'infrastructure

économique, c'est-à-dire les relations capital-travail dans un sens favorable aux intérêts des travailleurs jusqu'à ce que la par centralisation étatique il parvienne à réaliser le socialisme, après quoi l'État déperira. Marx indique d'ailleurs que l'action de masse du peuple travailleur peut être utilisée à l'un ou l'autre des moments du processus.

En pratique et jusqu'à la Commune, Marx va s'efforcer de contribuer à la naissance de ces partis, dont la ligue des communistes de 1850 (petite organisation marxiste qui préfigure les partis futurs) était un embryon. Il ne semble pas qu'il ait jamais jusqu'à la Commune, séparé dans son esprit l'activité de tels partis de l'activité parlementaire telle qu'elle était pratiquée alors par la bourgeoisie.

En ce qui concerne l'Angleterre, il écrit dès 1852 (« Les chartistes ») « pour la classe ouvrière anglaise, suffrage universel et pouvoir politique sont synonymes. Les prolétaires constituent la majorité de la population. La conquête du suffrage universel en Angleterre plus que n'importe quelle mesure appelée socialiste sur le continent européen, marquerait un progrès vers le socialisme. Elle aurait inévitablement pour conséquence l'hégémonie politique de la classe ouvrière. »

Le parlementarisme de Marx apparaît donc comme une position théorique, un a priori intellectuel. Il est donc un peu différent de l'électoratisme des unionistes qui recouvre un mouvement social réel.

Enfin pour Marx, l'évolution du capitalisme sera telle qu'elle entraînera des crises de plus en plus profondes de l'économie capitaliste et une paupérisation générale du monde ouvrier, ce qui rend imminente la radicalisation des masses et la révolution mondiale à partir notamment des centres industriels comme l'Angleterre ou l'Allemagne. La création d'un parti communiste ouvrier est historiquement nécessaire et il ne s'agit que d'en hâter la naissance.

## **Les débuts de l'A.I.T. en Angleterre**

On peut dire que l'histoire de l'A.I.T anglaise a été le fruit de cette conjonction entre les forces sociales de l'unionisme, les cadres qui en assurent la direction et la personnalité de Marx et ses

spéculations. C'est cette conjonction qui va marquer en Angleterre l'A.I.T. d'immobilisme.

Dès l'origine, il y a un rapport équivoque entre la direction syndicale d'une part et le théoricien de l'autre. Marx s'empare très vite de la direction réelle du conseil général de l'association dont il perçoit l'importance pour le mouvement ouvrier et qu'il va s'évertuer à transformer en un appareil dévoué à sa cause. Il va coopter pour siéger au conseil général, les dirigeants unionistes. Sur les 5 membres que comprenait la junte, trois deviendront membres du conseil général (Coulson du bâtiment, Odger cordonnier, Applegarth charpentier).

Marx, qui croyait que l'antagonisme des classes s'accroîtrait en Angleterre quand l'expansion allait se ralentir, n'essaya pas de convertir ces hommes à ses thèses. Il pensait qu'il fallait continuer à attendre, que le réformisme des unions céderait de lui-même et que l'absence de réceptivité aux idées marxistes en Angleterre céderait aussi devant cette évolution.

Aussi chercha-t-il à rester en contact avec la junte, entretenant une sorte de rapport de contiguïté avec les syndicalistes. En attendant, il s'efforçait d'utiliser au mieux de ses intérêts la puissance des chefs syndicaux, qui demeuraient pour leur part totalement étrangers à toute idéologie précise et avançaient dans leur propre sens.

L'activité de Marx en Angleterre est toute entière marquée par cet « attentisme ». Confiant dans la solidité de ses opinions, il cherchait surtout à développer le maximum de contacts en milieu ouvrier, essentiellement parmi les cadres, « les valeurs sûres », et à diffuser sa pensée. Au conseil général son activité fut jusqu'en 1869 très positive, parce qu'elle contribua à élaguer un fouillis confus et arborescent de positions et de tactiques ouvrières, et à donner une certaine unité à l'association, mais il restera profondément étranger à l'activité d'auto-organisation qui commençait à se déployer sur le continent et il faudra l'éclatement de la Commune de Paris pour que la réalité vienne un instant dissiper ses certitudes doctrinales. Il s'agit de montrer comment cette cécité pesa sur le destin de l'Internationale.

## Les bases de l'A.I.T. en Angleterre

La section anglaise de l'A.I.T. fut formé par les syndicats affiliés qui, en 1867, constituaient 50 000 membres mais dès lors la participation aux réunions, les cotisations sont irrégulières.

Les trades-unions qui adhèrent le font pour des raisons syndicales, parce que l'A.I.T. peut leur être utile dans les grèves. Ils ne s'opposent pas à ce que les discussions au conseil général soient d'ordre politique et quelquefois accepteront de participer à des campagnes politiques quand cela leur semblait opportun sur le plan syndical ; mais ils n'accepteront jamais d'obéir à des directives émanant du conseil général.

Les unions qui adhèrent le font de leur propre initiative et il n'y aura aucune tentative de développer le mouvement.

Parmi les unions représentées, on trouve celles qui appartiennent à des industries déclinantes, tailleurs, cordonniers, bottiers, rubaniers, qui ont peur de la mécanisation et ne peuvent guère se défendre eux-mêmes. On trouve par ailleurs le secteur du bâtiment, réceptif aux idées nouvelles depuis la grande grève de 1859, qui n'est pas en déclin mais où les gains sont moins importants que dans les industries mécaniques. Sont représentées les industries où la mécanisation a fait peu de progrès, meubles, tabac, bâtiment et où elle constitue une menace pour les artisans ouvriers. Les industries lourdes, manufactures, mines, sidérurgies demeurent presque sans représentant.

Quant à l'extension géographique de l'A.I.T. en Angleterre, aucune action ni de la part des unionistes, ni de celle du conseil, ni de Marx n'est faite pour y développer l'Association.

On peu donc dire qu'il y avait à l'origine, légèrement décentré par rapport aux grandes unions, une base réelle pour le développement de l'A.I.T. en Grande-Bretagne. Les travailleurs ou les unions qui adhèrent, sensibilisé par l'action syndicale, constituent un potentiel non privilégié de la classe ouvrière. Les oppositions de tactiques et les compromis qui occupaient le conseil général, n'incitaient pas celui-ci à se soucier vraiment de développer une organisation qui va dès lors, partir à vau-l'eau.

## **L'(in)organisation de l'A.I.T. en Grande-Bretagne**

L'A.I.T. a eu une base de développement en Angleterre. Les deux stratégies qui agitent alors le conseil général vont se conjuguer de telle sorte qu'objectivement tout sera fait pour que rien ne se fasse.

Marx, conscient du réformisme des unionistes ne voulait pas laisser une fédération anglaise aux mains de ces hommes, et voulait à tout prix éviter que l'A.I.T. ne tombe sous leur influence. Aucune tentative ne sera faite pour créer une fédération anglaise de l'A.I.T. avec des sections, des fédérations, un conseil fédéral national comme cela se produira ailleurs, bref une structure autonome et distincte du conseil général, lequel est chargé de gérer l'Association sur le plan international. Qui plus est, Marx va rejeter toutes les propositions qui lui seront faites de créer une telle organisation. Les seuls adhérents de l'Internationale à part quelques membres individuels seront les syndicats affiliés, dont l'adhésion dépendait en fait de leurs dirigeants. Le conseil général dirigera donc à la fois l'Internationale et sa section anglaise, qui de fait n'existera jamais que virtuellement.

Marx ne fera rien pour développer l'Internationale ; il lui suffisait de maintenir sous son influence la bureaucratie syndicale, influence conjoncturelle, au jour le jour. L'unité au conseil général reposera sur un accord illusoire de la tendance électoraliste.

Ces deux stratégies antagonistes et convergentes vont amener le ratage de l'association en Angleterre. L'A.I.T. demeura molle et avachie, sans rien offrir au prolétariat vulnérable qui adhéra dans ses rangs. Il y avait d'ailleurs à l'époque toute une fraction des classes laborieuses qui demeurait inorganisée : les unions marginales, les ouvriers d'usine non qualifiés, le prolétariat agricole. Il y avait une force latente dans le prolétariat anglais. Quelques années plus tard, entre 1871 et 1874, dans cette partie de la classe ouvrière demeurée en dehors de toute organisation, éclate une flambée d'agitation, qui va se développer en quelques mois chez les ouvriers peu qualifiés, les ouvriers du gaz et des transports, les manœuvres de l'industrie et du bâtiment, les journaliers agricoles. En quelques mois vont se constituer des unions qui recevront une marée d'adhésion, et c'est seulement la crise, « la grande dépression » qui va casser le mouvement de la combativité ; mais en Angleterre ; il sera désormais

trop tard pour donner vie à une organisation à laquelle on avait si peu travaillé.

Dans tout ce mouvement, Marx croyait d'ailleurs « utiliser » la junte à son profit, en réalité son laisser-faire organisationnel conjugué avec ses options parlementaires revenait à lier les marxistes à la pratique des unionistes. Ce n'est pas Marx qui utilisait la junte mais la junte qui utilisait Marx. Le pire dans tout cela est qu'il se rendait à peu près compte des erreurs qu'il faisait. Dès 1866 il écrit à Engels : « Le mouvement réformiste que nous avons créé nous a presque tués ».

## **Mort de l'A.I.T. anglaise**

Ce qui devait arriver. Dès 1867, avec le « Reform Act » ; il y a peu de nouvelles adhésions à l'A.I.T. Les unions affiliées ne se retirent pas, mais leur attention se détourne de l'association pour des questions de politique intérieure. Les effectifs dès lors stagnent puis décroissent à partir de 1869.

Après la Commune, Marx publie son livre : « La Guerre civile en France » dont on reparlera plus loin. C'est la rupture, tardive et temporaire, avec tous les compromis. Les dirigeants unionistes, qui craignent d'être compromis par cette prise de position. Par ailleurs ils demeurent indifférents aux démêlés idéologiques qui agitent alors l'Internationale. Ils se sentent « manipulés » par Marx au conseil général, ils se retirent et reviennent à leurs problèmes nationaux.

Ceux qui restent, moins dociles, exigent (avec l'appui des continentaux) la création d'une structure spécifiquement anglaise, mais déchirée par le conflit qui couvait, l'A.I.T. va s'écrouler en Angleterre. Elle disparaîtra sans laisser aucune influence derrière elle.

## **L'Internationale en Allemagne**

Dès 1848, Marx avait eu une influence sensible sur le mouvement socialiste allemand. C'est, comme nous l'avons vu, à cette époque qu'il élabore ses idées politiques. Il militait alors au sein de « ligue des communistes » qui eut une certaine audience au moment des révolutions de 1848. Les ouvriers demeuraient cependant peu touchés par le mouvement social qui intéressait surtout les artisans et

la ligue des communistes fut essentiellement animée par des intellectuels. La conscience des travailleurs allemands de constituer une classe distincte de toutes les autres classes était encore obscure. On décrit cependant à cette époque des mouvements de grève, violents et désordonnés, qui étaient accompagnés de destruction de machines, de demande de renvoi de la main d'œuvre étrangère, d'abolition du travail des femmes, etc., toutes manifestations communes aux mouvements ouvriers dans l'enfance.

Après la révolution de 1848, au cours de laquelle le prolétariat avait manifesté une bien moindre autonomie d'action qu'en France, le mouvement socialiste connut là encore un reflux, surtout dans les années 1850 où la révolution industrielle apporta, avec la réorganisation capitaliste, un surcroît de misère pour les classes travailleuses.

Au moment de la crise de 1857, on voit cependant les ouvriers d'usine participer aux grèves qui commencent à ce moment à s'organiser.

En 1859, c'est à l'ombre de l'agitation nationale provoqué par la guerre austro-piémontaise que va se réveiller le mouvement socialiste. Dès l'origine, l'émancipation du prolétariat va apparaître liée, en Allemagne, à la constitution de l'unité nationale. Il y avait d'ailleurs une très forte tradition idéaliste qui accordait une confiance quasi mystique en l'État (notamment à partir de philosophes comme Hegel ou Fichte).

Au début des années 1868, ce ne seront pas les ouvriers d'usine qui participeront au mouvement mais, comme nous l'avons vue en France et en Angleterre, les artisans qualifiés, menacés de prolétarianisation par le développement et la concentration capitalistes. Avec la renaissance d'un mouvement ouvrier, la bourgeoisie avait créée ses propres formes d'organisation ouvrière, mutuelles, sociétés coopératives qui étaient plus ou moins attachées aux organisations chrétiennes et radicales.

En opposition avec cette emprise de la bourgeoisie sur le monde du travail se créa à partir de 1860 l'A.D.A.V. (Association générale Allemande des Travailleurs) sous l'action de Ferdinand Lassalle, qui va marquer profondément le socialisme allemand. C'était un individu curieux, très dans la tradition culturelle allemande, qui se considérait comme le disciple de Marx qu'il avait connu pendant la révolution

de 1848, et avec qui il était resté en correspondance épistolaire. Il était extrêmement attaché à la notion de socialisme d'État ; il exaltait dans l'État l'interprète des intérêts généraux de la nation. Il défendait la conquête du suffrage universel par la classe ouvrière. A partir de 1863, il engagea une correspondance avec Bismarck dont il espérait qu'il se convertirait à une sorte de césarisme social, en transformant l'Allemagne en une république populaire monarchique. Lassalle contribua à travers son petit parti à donner au mouvement ouvrier allemand une empreinte très autoritaire, voire cynique, et l'influence qu'il continuera d'exercer après sa mort restera profonde. L'A.D.A.V. poursuivait d'ailleurs un but beaucoup plus politique que syndicale (Lassalle était systématiquement hostile à toute activité syndicale). Le disciple de Marx, Bebel, écrira en 1873 à Engels : « Vous ne devez pas oublier que les écrits de Lassalle, du fait de leur langue populaire, forment réellement la base des conceptions socialistes des masses ».

Évidemment, Marx n'avait pas trempé dans cette marmelade, bien qu'il ait estimé que Lassalle avait rendu à la classe ouvrière en cherchant à lui procurer son indépendance, et qu'il ait collaboré à la presse lassalienne. Mais très vite, Marx et Engels devaient combattre les rapprochements de Lassalle avec la bureaucratie féodale. Ils pensaient que le prolétariat avait besoin de s'allier avec « les forces progressistes » de la bourgeoisie (selon les conceptions du Manifeste de 1848).

C'est d'une autre organisation, créée à l'initiative de bourgeois progressistes que devaient se rapprocher les disciples de Marx, Bebel et Liebknecht : la fédération des associations ouvrières allemandes (V.D.A.V.). Ils pensaient s'appuyer sur les démocrates et petit-bourgeois sud-allemands.

Cette petite organisation était beaucoup moins représentative du prolétariat que l'organisation lassalienne, et bien que pour elle, les questions nationales soient également primordiales, elle était absolument hostile à des alliances avec Bismarck et n'était pas prussophile. C'est donc au sein d'un milieu socialiste d'emblé parlementaire et partisan d'une collaboration avec la bourgeoisie, par ailleurs marqué par ses préoccupations nationales qu'allaient chercher à se développer l'A.I.T. en Allemagne.



Le développement de l'A.I.T. en Allemagne fut surtout le fait de J.P. Becker, un vieux révolutionnaire de 1848 dont nous aurons l'occasion de reparler. Dès 1865, il avait préparé un congrès des communautés dissidentes des associations lassaliennes, dénonçant la politique de soutien à l'État militaire prussien. C'est à partir des membres les plus avancées de ces communautés que devait naître l'Internationale en Allemagne. A travers mille difficultés, Becker avait réussi à créer des sections de l'A.I.T. ayant des adhérents dans les milieux d'opposition à Schweitzer, chef des lassaliens. Liebknecht et Bebel étaient alors trop occupés et gênés par leur propre travail d'organisation d'un secteur antiprussien pour réussir à œuvrer sérieusement au développement de l'A.I.T. A travers mille compromissions avec leurs démocrates, ils étaient occupés à construire un parti politique national et légal et ne pouvaient pas faire grand-chose pour l'A.I.T., qui devait se développer alors dans la clandestinité. (Marx ne semble pas avoir perçu toutes ces contradictions : en même temps qu'il les poussait à construire leur parti, il leur reprochait de ne pas travailler au développement de l'Internationale.

Becker était assez en accord avec les théories marxistes, mais Marx se méfiait de lui parce qu'il estimait préférable d'organiser les fédérations de l'A.I.T. par secteur linguistique plutôt que national et voulait lui donner une forme syndicale, toutes conceptions suspectes d'anarchisme pour les marxistes.

L'organe central des sections de l'A.I.T. de langue allemande paraissait à Genève : le « Vorbote ». Becker influençait ainsi les sections de langue allemande en Allemagne, mais aussi en Suisse et aux États-Unis. L'A.I.T. devait se développer de façon illégale mais fut néanmoins un ferment pour la diffusion des idées socialistes, qui contrastaient avec les différentes soupes décrites plus haut.

Elle avait été représentée au congrès de Genève en 1866. Malgré la faiblesse de ses effectifs, les nouvelles de développement de l'Internationale dans les autres pays suscitaient un vif intérêt chez les travailleurs, si bien que Liebknecht et Schweitzer conclurent un accord, et firent connaître leur sympathie à l'égard de l'Association. Au congrès des associations ouvrières tenues à Nuremberg, Liebknecht et ses amis firent savoir qu'ils donnaient leur adhésion au programme de l'Association. Ils vont tenter de développer alors des

coopératives syndicalistes internationalistes, orientées dans l'esprit de l'Internationale, en même temps qu'ils cherchaient à émanciper leur parti de l'influence de la bourgeoisie.

En août 1869, fut créé à Eisenach, le parti social-démocrate des travailleurs, théoriquement affilié à l'A.I.T. et produit de toute cette activité antérieure mi-figue, mi-raisin. Les conceptions de Marx y voisinaient avec celles de Lassalle, en ne faisant pas trop mauvais ménage. La social-démocratie se déclara section allemande de l'A.I.T. « dans la mesure où les lois d'association le permettent ». Comme les lois ne le permettaient pas, le parti d'Eisenach décida de recommander les adhésions individuelles à l'Internationale. Le parti social-démocrate, premier grand parti électoraliste, exerça très rapidement une forte influence sur la politique nationale allemande. L'organisation antérieure de l'A.I.T. en Allemagne déclina. Les membres individuels et les sections créées par Becker n'eurent plus de fonction à remplir. L'internationale fut représentée dans les congrès par le parti et ses dirigeants qui, pris dans leurs problèmes de politique nationale, négligèrent vite le recrutement de membres individuels pour l'Internationale, le paiement des cotisations et l'envoi de comptes-rendus réguliers au conseil général.

Parti politique national, bâti au même moule que les partis de la bourgeoisie, recrutant indifféremment dans toutes les classes de la société, acceptant les règles du jeu de la démocratie bourgeoise, la social-démocratie ne se souciait plus d'obligations devenues pour elle, en fait, théoriques. Marx voyait enfin se réaliser en Allemagne le parti pour lequel il avait tant lutté.

## **L'unité de l'A.I.T. « marxienne »**

Nous avons vu les deux grands groupes sur lesquels le conseil général s'appuiera dans sa politique. Il pouvait compter également sur les sections de l'Internationale dans le canton de Genève où les internationaux avaient coutume de s'allier au parti radical (bourgeois progressiste) dans les campagnes électorales. L'A.I.T. à Genève présentera un caractère prudent et chauvin, en un sens assez différent des sections allemandes et anglaises.

On voit en fait que tout cela : Marx et les siens au conseil général, les dirigeants unionistes, les dirigeants de la social-démocratie

naissante, ne formait pas une entité homogène, mais un ensemble parcouru par des lignes de force finalement difficilement conciliables, un système de stratégies et d'alliances politiques dont le seul point commun sera la volonté de participation au système parlementaire, une tactique électoraliste qui recouvre un contenu très différent chez les uns et les autres :

- ◆ parlementarisme théorique
- ◆ social-démocratie (qui contrôle des syndicats assujettis)
- ◆ travaillisme (les syndicats créent et existent en parti)

Un autre facteur d'unification : la lutte contre des adversaires communs dans l'internationale.

Face à ces fédérations et au conseil général, vont monter, dans les fédérations opposées, des critiques très dures de l'action « marxienne ». Les adversaires de Marx ne se font plus guère d'illusions. Devant le déclin de l'Internationale en Angleterre et celui de l'organisation spécifiquement internationaliste en Allemagne, qui n'avait pas grand-chose à voir avec le parti d'Eisenach, tout entier enraciné dans l'espace politique allemand et aux pratiques déjà réformistes, ils vont objecter que :

◆ la conquête électorale du pouvoir entraîne des alliances avec des partis bourgeois, alliances qui ne peuvent se faire qu'au détriment des travailleurs car les nécessités électorales entraînent un avachissement progressif du programme socialiste.

◆ L'action parlementaire n'est pas simplement une délégation contrôlée de pouvoir, mais un mandat en blanc, c'est-à-dire une technique de production d'une nouvelle domination.

◆ La constitution du prolétariat en partis politiques nationaux à l'intérieur d'états distincts en vue de la prise de contrôle des appareils nationaux, est une reconnaissance de fait des clivages et oppositions nationales que l'A.I.T. se propose de détruire. C'est la négation concrète de l'internationalisme.

Bakounine écrit alors : « ... Le suffrage universel est l'exhibition à la fois la plus large et la plus raffinée du charlatanisme politique de l'État, un instrument dangereux sans doute, et qui demande une

grande habilité de la part de celui qui s'en sert mais qui, si on sait bien s'en servir, est le moyen le plus sûr de faire coopérer les masses à l'édification de leur propre prison... La vérité est reconnue aujourd'hui par les despotes les plus sots, que les formes constitutionnelles ou représentatives ne sont en aucune façon un obstacle au despotisme étatique, militaire, politique et financier, au contraire, elle légalisent le despotisme, lui donnant l'apparence d'une administration populaire, elles peuvent considérablement augmenter sa force et sa puissance intérieure... Quelques larges que soient les droits politiques que vous accorderez à ces millions de prolétaires salariés, vous ne parviendrez jamais à les soustraire à l'influence pernicieuse, à la domination naturelle des divers représentants de la classe privilégiée, à commencer par le prêtre jusqu'au bourgeois le plus jacobin, le plus rouge.

Et à propos de la pratique électorale des marxistes en Allemagne et en Suisse : « L'absurdité du système marxiste consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en serviteurs inconscients de la révolution sociale. C'est là une grande erreur, toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde... Je n'hésite pas à dire que les coquetteries marxistes avec le radicalisme soit réformiste, soit révolutionnaire des bourgeois, ne peuvent avoir d'autre résultat que la démoralisation et la désorganisation de la puissance naissante du prolétariat... A quiconque pourrait en douter nous n'aurons qu'à montrer ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne, où les organes de la démocratie chantent des hymnes d'allégresse en voyant en congrès de professeurs d'économie politique bourgeoise recommander le prolétariat de l'Allemagne à la haute et paternelle protection des États, et dans les parties de la Suisse où prévaut le programme marxiste, l'Internationale est descendue au point de n'être plus qu'une boîte électorale pour bourgeois radicaux. »

## **B. – L’A.I.T « antiautoritaire »**

A côté et en dehors de ces fédérations « marxistes », c’est dès lors constitué dans l’Internationale un mouvement très différent de l’unionisme et de la social-démocratie, mouvement qui va naître de l’Internationale elle-même. Ce mouvement va apparaître dans et par la radicalisation de l’A.I.T. Vont alors apparaître des pratiques, des formes d’organisation ouvrières (ainsi que les théories qui en rendent compte), en rapport avec le développement même des luttes ouvrières. Cette tendance de l’Internationale reflète la volonté d’une partie du prolétariat européen de prendre l’initiative de la lutte de façon autonome, de passer à l’offensive plutôt que de s’allier avec les bourgeois modérés. Ce mouvement touche à des degrés divers, la France, la Belgique, la Suisse, l’Italie, l’Espagne. Ses adversaires l’appelleront « anarchiste » par dérision (expression qui sera reprise par défi) mais il s’appellera lui-même antiautoritaire ou socialiste révolutionnaire. Il serait sans doute plus rigoureusement qualifié de syndicaliste révolutionnaire. Ce mouvement émerge à peu près simultanément des classes ouvrières des pays cités plus haut, à partir des grèves et des luttes ouvrières. Il ne se présentera pas comme une unité organisationnelle, ni même comme un accord tactique, comme celui qui réunit autour du conseil général les sections réformistes de l’A.I.T. Il ne sera pas le fruit d’un projet élaboré a priori et on retrouvera dans ses affirmations tant des idées proudhoniennes que marxiennes. Bref, en un temps très court (de 1868 à 1871), des formes tout à fait semblables de luttes ouvrières, de stratégie organisationnelle et d’expressions doctrinales apparaissent à peu près en même temps, sans grande influence réciproque. Là va se constituer le mouvement ouvrier révolutionnaire comme pratique autonome du peuple travailleur. Pour la première fois, par-dessus les frontières de ses États, la société bourgeoise est agitée d’une vague de fond qui va l’ébranler, et dont la Commune de Paris sera la marque et l’achèvement. C’est ce mouvement révolutionnaire collectiviste et libertaire qui s’affirme au congrès de Bâle en face des proudhoniens, des unionistes et des socio-démocrates, en face et en rupture avec eux. Malgré toutes les traditions qu’il assume, c’est un mouvement profondément nouveau qui naît alors.

## L'Internationale en Belgique

La Belgique était alors un des deux ou trois pays les plus industrialisés. Le prolétariat d'usine y était ancien (constitué autour de 1800) et l'industrie à domicile avait disparu. Depuis le milieu du siècle, la classe des industriels et des financiers détenait la réalité du pouvoir politique (sous forme du parlementarisme censitaire). Il n'existait aucune législation sociale sur la réglementation des salaires, la durée de la journée de travail, le travail des femmes et des enfants. Les sociétés mutuellistes étaient tolérées. Les influences proudhoniennes largement répandues depuis 1848 dominaient chez les fondateurs des premières sections de l'Internationale en Belgique, influences liées à celles de la libre-pensée, voire à l'athéisme militant. Avant la création de l'Internationale, malgré des révoltes isolées et sans suite, les ouvriers belges (industrie textile, charbonnage, mineurs) étaient très misérables et résignés, et leur passivité accrue par l'abrutissement des pratiques religieuses. C'est l'Internationale qui va être en Belgique à l'origine du mouvement ouvrier organisé.

L'Internationale est créée à Bruxelles en août 1865, mais elle stagne jusqu'en 1867-1868. Elle s'implante à Verviers, à Liège, à Avers au cours d'une campagne antimilitariste à laquelle elle s'associe. Mais c'est surtout par son apport au cours des mouvements de grève qu'elle va se développer. Dans le bassin houiller de Charleroi, c'est au cours d'une grève qui s'achève en émeute qu'elle opère sa percée définitive en milieu ouvrier. Sous l'influence des grèves et des pratiques ouvrières de plus en plus dures, les vieilles lunes proudhoniennes réformistes et anti-grévistes vont céder peu à peu devant des conceptions de plus en plus radicales, sans d'ailleurs qu'on puisse établir une rupture franche entre les proudhoniens mutualistes (Hins, secrétaire des sections belges) des idéologues (le journaliste proudhonien Louis Fontaine) et les collectivistes révolutionnaires et libertaires (les Affranchis, réunis autour de Jean Pellerin). Il s'agit là sur un fond ancien de proudhonisme, d'une radicalisation rapide et pratique dans le sens du syndicalisme révolutionnaire.

## Organisation syndicale de masse et de classe

En 1869, l'Internationale comprend de nombreuses sections à Liège, à Verviers, à la Louvière, dans le bassin de Charleroi, dans le Borinage. Sections groupées en fédérations régionales. Elles regroupent des syndicats de tisserands, de mécaniciens, de menuisiers, de charpentiers, d'imprimeurs, de lithographes et, surtout, le prolétariat industriel (mineurs du bassin houiller, métallurgie, charbonnages, textiles) où entre 1868 et 1873, la majorité des travailleurs a été, un temps au moins, affiliée à l'Internationale. Cette dernière tend à fonctionner comme organisation intégrale de classe du prolétariat. Son évolution est alors rapide. Radicalisation interne sans influence idéologique externe importante (ni les marxistes, ni les bakouninistes n'ont d'alliés directs en Belgique). C'est l'action de classe elle-même, les grèves particulièrement nombreuses que l'A.I.T. est amenée à soutenir, qui conduisent ses cadres à produire des positions révolutionnaires et libertaires.

La figure sans doute la plus marquante du mouvement est César de Paepe. Il a subi l'influence de Proudhon dont il se réclame, du socialiste belge Colins et probablement Marx. Hostile à toute forme d'État centralisé, dans le conflit qui va déchirer l'association, malgré une volonté de souplesse et de conciliation, il rejoindra comme l'ensemble du mouvement belge, les bakouninistes. C'est un homme qui a une pratique concrète de l'organisation ouvrière et qui ne sépare pas artificiellement le mouvement associatif dans le prolétariat aux objectifs de la révolution sociale. Le 7 janvier 1869, il écrit à Jung, du conseil général : « C'est dans le bassin houiller de Mons (Borinage) que nous faisons actuellement le plus de progrès : nous continuons notre propagande dans les bassins houillers de Charleroi, de Namur, de la Louvière, de Liège comme parmi les populations travailleuses de Bruges, Gand, Anvers, de Verviers, du Brabant Wallon. Dans quelque temps, la classe ouvrière sera complètement organisée en Belgique et en même temps que nous nous organisons, nous nous enseignerons mutuellement sur les réformes à introduire. Si tous les pays marchent comme on marche ici, nous n'aurons plus peur, lorsque éclatera la grande débâcle de la

société bourgeoise, de voir le mouvement escamoté par les avocats de la république formaliste... ».

## Révolutionnaire et libertaire

Dans une autre lettre de César de Paepe aux bakouninistes suisses, du 16 janvier 1869, il explique les positions de l'A.I.T. belge en matière de politique : « Comme vous, nous sommes ennemis de tout despotisme, et nous repoussons toute action politique qui n'aurait pour but immédiat et direct le triomphe de la cause des travailleurs contre le capital, nous croyons que tous les oisifs doivent disparaître. Nous voulons une société composée uniquement de producteurs : plus de parasites d'aucune sorte, aussi bien dans la gestion des affaires publiques que dans le commerce et l'industrie, partant de ce principe, nous devons comme vous, vouloir la forme républicaine, non point comme forme de gouvernement (nous ne voulons plus être gouvernés) mais comme forme sociale... Comme vous, nous reconnaissons que tous les États politiques et autoritaires actuellement existants doivent se réduire aux simples fonctions administratives des services publics dans leur pays respectifs et disparaître finalement dans l'union universelle des libres associations tant agricoles qu'industrielles. »

En même temps d'ailleurs qu'il affirmait cette communauté de vue avec les bakouninistes du Jura suisse, il exprimait ses réserves vis-à-vis de ces derniers qui cherchaient à organiser sur un mode pratique et efficace (et fractionnel) l'opposition au conseil général. De Paepe à ce moment là ne perçoit pas encore vraiment à quel point la division dans l'Internationale est devenue profonde et les tentatives des anarchistes lui paraissent excessives et... sujettes à caution. « Vous seriez, vous, socialistes athées et révolutionnaires ; les guides moraux des travailleurs de l'Association Internationale, mais ne comprenez vous pas qui si les travailleurs ont fondés l'Internationales, c'est précisément parce qu'ils ne veulent plus aucune sorte de patronage, qu'ils veulent marcher d'eux-mêmes et sans conseillers. »

L'Internationale en Belgique est dès ce moment parvenu à une conception, une stratégie anarcho-syndicaliste des luttes de classe. Très explicitement, « l'Internationale » journal de l'A.I.T. en Belgique expose le 28 février 1869 la conception des internationaux



belges. Deux ans avant la Commune, ils conçoivent leur organisation comme organisation intégrale de classe du prolétariat, organisation syndicale révolutionnaire, construite sur la base du double fédéralisme, horizontal avec les sections locales (nous dirions unions locales) chargées de tous les problèmes politiques généraux et horizontal (syndicats et fédérations de métier ou d'industrie). Pour eux, cette organisation est à elle-seule susceptible d'assurer toutes les tâches de la révolution prolétarienne à travers et au moyen de ses propres structures : la liquidation de l'organisation politique de la société et la gestion directe ouvrière de la production : « L'Association Internationale des Travailleurs porte dans ses flancs la régénération sociale. Il en est beaucoup qui conviennent que si l'association vient à réaliser son programme, elle aura effectivement instauré le règne de la justice mais qui croient que certaines institutions actuelles de l'Internationale ne sont que temporaire et destinées à disparaître. Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà ce type de la société à venir et que ses diverses institutions avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur. Examinons donc sous quelles Structures se présente actuellement l'association en prenant les types les plus complets car grand nombres de sections ne sont pas encore arrivées à une organisation parfaite.

La section est le type de la Commune. Là sont réunis les ouvriers de tous les métiers sans distinctions, là doivent être traitées les affaires qui intéressent tous les travailleurs quelle que soit leur profession. A la tête de la section est un comité administratif qui est chargé d'exécuter les mesures décrétées par la section. Au lieu de commander comme les administrations actuelles, il obéit à ses administrés.

Le conseil fédéral est composé des délégués des différents groupes ouvriers à lui les questions de rapport entre les différents métiers, d'organisation du travail. C'est là une lacune de nos gouvernements actuels, qui ne représentent qu'une tourbe d'individus au lieu de représenter des groupements d'intérêt.

Les différentes sociétés, groupées au conseil fédéral sont des sociétés de résistance (syndicats) ces sociétés appartiennent aussi bien à l'avenir qu'au présent. Groupant autour d'elles les ouvriers d'un même métier, leur apprenant à discuter leurs intérêts ; à calculer

le prix de vente de revient pour baser là-dessus leurs prétentions, la société de résistance est destinée à organiser le travail dans l'avenir, bien plus que la société de production (coopérative qui dans l'état actuel ne peut guère prendre d'extension). Rien de plus facile lorsque le moment sera venu que de transformer les sociétés de résistance en ateliers coopératifs, lorsque les ouvriers se seront entendus pour demander la liquidation de la société actuelle, qui leur fait perpétuellement banqueroute.

L'ignorance, autre source de misère, disparaîtra devant l'instruction donnée par chaque section. Il ne s'agit pas de cette instruction que nos doctrinaires réclament à grand cris. Nous voulons former des hommes et l'on est un homme complet que lorsque l'on est travailleur et savant en même temps ; aussi tous les travailleurs réunis en congrès à Bruxelles en septembre dernier ont-ils réclamés l'instruction intégrale qui comprend à la fois la science et l'apprentissage des métiers. Cette instruction ne pouvant se donner actuellement par suite d'empêchement matériels. Les sections y suppléant du mieux qu'elles peuvent en organisant des meetings, des conférences, en fondant des journaux où l'on enseigne aux ouvriers les droits de l'homme, où on les apprend à les revendiquer, où enfin on rassemble les matériaux pour la société future...

Les différentes sections sont reliées à leur tour en fédération par bassin puis par pays. Les fédérations comprennent non seulement un groupement par section mais encore un groupement par corps de métier comme cela existe pour les communes. Ainsi seront facilitées les relations entre les différents groupes, ainsi le travail pourra-t-il être organisé non seulement au sein des communes, mais au sein du pays tout entier... »

Ainsi en Belgique, à partir de positions mutuellistes timorées, et souvent confuses les internationaux vont-ils penser rigoureusement le séparatisme ouvrier et l'autonomie ouvrière, en élaborant une organisation et une théorie syndicaliste révolutionnaire et antiautoritaire.

La fédération belge de l'A.I.T. une des plus nombreuses et des mieux organisée au moment du conflit, de son propre mouvement va finir par s'opposer au conseil général, Marx, ses unionistes et ses socio-démocrates. Son organisation et ses idées étaient devenues

inconciliables avec le réformisme du conseil général et plus généralement avec toute collaboration de classe.

## **L'Internationale en France**

### Naissance

Nous avons vu que l'Internationale est créée en 1864, qu'à ce moment là en France, la loi du 25 mai 1864 reconnaît un certain droit de coalition mais assorti de réserves qui le neutralisent. La section parisienne de l'A.I.T. ne réussit à grouper la première année que 200 adhérents, 600 l'année suivante. Quelques foyers seulement existent : mis à part Paris, on trouve des sections à Lyon, Marseille, Rouen, Caen, Vienne. Et cependant les proudhoniens de Paris avaient été un moteur essentiel dans la naissance de l'organisation.

L'évolution de l'Association en France va être à peu de chose près parallèle à son évolution en Belgique, quoiqu'elle ne donnera pas naissance à une organisation aussi solide. Mais ici, la radicalisation des luttes ouvrières va déboucher sur la Commune.

Ce sont quelques ouvriers, d'un proudhonisme étroit qui sont à l'origine de l'A.I.T. Le proudhonisme en 1865, avec son économisme, sa hostilité aux grèves, sa croyance au mutualisme, mais aussi son sens aigu de la spécificité ouvrière et sa méfiance vis-à-vis de l'État, de l'Église et de toute autorité en général est alors répandu dans la classe ouvrière.

Les conceptions idéologique des pionniers de l'A.I.T. peuvent être dégagées à partir du mémoire que les délégués français rédigent pour le premier congrès : méfiance des questions « politiques », refus de prendre parti à propos de la reconstitution de la Pologne ; organisation de « l'échange égal entre producteurs, service pour service, travail pour travail, crédit pour crédit » confiance dans l'avenir des associations de secours mutuel. Condamnation de la grève.

L'A.I.T. au début, en fait, vivote. Elle recrute dans les sociétés coopératives, dans les sociétés de secours mutuel, derrière lesquelles commencent à se cacher les syndicats. Les sections se greffent souvent sur des sociétés préexistantes. Bref, jusqu'en 1867, rien de bien important.

## Le développement

La crise de 1866-1867 a accru la misère des masses, elle accélère la prolétarianisation des élites ouvrières et la radicalisation des travailleurs, leur résistance aussi. Les syndicats ouvriers sont tolérés et se développent alors dans l'ensemble du pays. L'A.I.T. est amené à soutenir des grèves : dans le cas de la grève des bronziens parisiens elle défend publiquement le droit à la liberté syndicale. A plusieurs reprises, la section parisienne est trainée devant la justice. Un premier procès en mars 1868 entraîne sa dissolution. Des hommes d'esprit différent créent sans délai un deuxième bureau avec Varlin et Benoit Malon. Un second procès en mai entraîne une nouvelle dissolution suivie de reconstruction immédiate. Une nouvelle période commence pour l'Association, qui voit maintenant à sa tête des hommes nouveaux, toujours proudhoniens certes mais proudhoniens révolutionnaires, communistes ou collectivistes antiautoritaires.

Dès les débuts de 1869, un nouvel élan anime l'organisation. En même temps qu'elle devient très combative ses structures organisationnelles se précisent ainsi que ses positions idéologiques. L'année 1869 en France est jalonnée de grèves répétées : Sotteville-lès-Rouen, Saint-Etienne, Rive-de-Gier, Firminy, Lyon, Elbeuf, Aubin, Carmaux, Marseille, Vienne, Grenoble, Paris, etc.... La répression est le plus souvent brutale : il y a des morts à la Ricamarie et à Aubin. Au cours du troisième procès qui est fait à l'Association, le procureur impérial la rend responsable : les grèves surgissent en divers points, suscitées ou tout au moins encouragées ou sont tenues par l'Association Internationale. Alors que les premières années de son existence, l'Internationale ne voyait venir à elle que les ouvriers qualifiés cette aristocratie ouvrière si semblable à celle des unions anglaise, elle influence maintenant à peu près tous les secteurs de la vie industrielle (à l'exception toutefois des régions minières et métallurgiques du Nord et du Massif central).

Des tentatives de construction de fédérations ont lieu. Le 14 novembre 1869 est créée à Paris la chambre fédérale des sociétés ouvrières et le 28 avril 1870 la fédération des sections parisiennes de l'A.I.T. Les mêmes hommes vont animer les deux organisations. La chambre fédérale des sociétés ouvrières avait pour but de fédérer les innombrables syndicats apparus ici et là en France depuis 1869. Il

s'agissait donc d'une grande centrale syndicale d'orientation nettement révolutionnaire (une C.G.T. avant la lettre quoique moins importante quantitativement) qui voulait préparer selon la formule de l'A.I.T. « l'émancipation des travailleurs par l'action des travailleurs eux-mêmes ». L'idée de cette fédération était venue des internationaux (en particulier de Varlin) qui l'animèrent en respectant la spécificité de chacune des corporations adhérentes.

Pour ce qui est de l'évolution idéologique, il ne faut pas se représenter une trop grande unité. Les vieilles forces idéologiques demeurent. Les proudhoniens stricts, les blanquistes qui commencent à adhérer. Toutefois ce sont là aussi les formes nouvelles, nouvellement élaborées, dans le processus de constitution de l'A.I.T. elle-même qui commencent à dominer. Les influences strictement bakouniniste par des contacts, des lettres, etc. sont faibles, les influences marxistes, nulles. L'influence directe de Bakounine va s'exercer à Marseille avec Bastelica, à Lyon avec Richard

## L'internationale en 1870

L'Internationale devient une véritable fédération de sociétés ouvrières. Elle va dès lors vivre en symbiose avec le mouvement syndical comme à Paris. A Lyon où elle vivait, un puissant mouvement de grève (mi-1869) dont celle des ouvriers ovalistes, amorce la constitution d'une organisation en fédérations locale de syndicats, même chose à Marseille.

En même temps qu'elle se développe à partir de ses premiers centres concentriquement, sous l'action des luttes ouvrières, elle s'étend considérablement dans l'ensemble de pays, conséquence du mouvement de grève qui gagne tout le pays dans la seconde moitié de 1869. La grève jette les travailleurs dans l'internationale. Nombre de syndicats qui demeuraient alors clandestins donnent leur adhésion à l'A.I.T. Des sections se créent à Vienne, Givons, Tarare dans la mouvance de Lyon. Autour de Marseille et de Rouen le même processus a lieu. Des sections apparaissent à Lille, Roubaix, Tourcoing. A Limoges, au Creusot, à Reims, Saint-Quentin, Mulhouse, Besançon, Dijon Troyes, le Mans... Il se développe tout un mouvement syndical autour de l'A.I.T. et révolutionnaire, tant dans le prolétariat traditionnel que chez les nouveaux prolétaires. A partir de 1870 l'A.I.T. commence à devenir une véritable

organisation syndicale ouvrière de masse. Bien entendu elle n'a pas acquis un développement et une puissance suffisante pour déclencher un processus révolutionnaire.

C'est le développement tant des luttes ouvrières que de l'association qui les assume qui va entraîner un changement dans ses aspirations idéologiques. Après 1869, ce sont des collectivistes révolutionnaires qui organisent l'association. Varlin à Paris, Bastelica à Marseille, Richard à Lyon. Les anciens cadres se sont éloignés. On trouve toujours chez les nouveaux un grand respect pour Proudhon mais surtout au Proudhon critique de la propriété et de l'État d'avant 1848. Mais les références à Proudhon sont débarrassées des pratiques anciennes... Varlin par exemple se dira communiste antiautoritaires. Son influence est prépondérante à Paris et il fait figure de dirigeant du mouvement ouvrier. Ses positions sont très clairement antiétatiques et syndicalistes révolutionnaires, elles sont beaucoup plus le fruit d'une pratique continue d'organisation et de lutte que le fruit d'une idéologie a priori. Ces conceptions sont largement dominantes à Paris même si on peut dire qu'avec Varlin, on trouve la forme et l'expression la plus claire de la conscience socialiste avant la Commune. Le 31 octobre il écrit dans « Le Travail » :

« La grève, la résistance contre le capital est la grande préoccupation du moment pour tous les travailleurs. De tous côtés dans toutes les professions, dans tous les pays, les grèves surgissent dans les proportions démesurées. Que veut dire ce mouvement ? Où nous conduit-il ?

« Les travailleurs qui, depuis quelques années, se sont groupés, ont créés des sociétés de résistance, de solidarité, des chambres syndicales et pour organiser la revendication du prolétariat moderne, font de suprêmes efforts pour conseiller, guider et aider ceux qui actuellement se laissent entraîner par un courant irrésistible sans s'être préparé à l'avance sans avoir calculé les chances de succès, ni réfléchi aux conséquences de leurs actes parviendront-ils à maîtriser cette situation ?

« En tout cas les efforts qu'ils y consacrent, prouvent l'importance qu'ils y attachent.

« Le peuple a soif d'une répartition plus juste de la production générale. Il veut participer aux avantages que la science a mis au service de l'industrie, et qu'une minorité de la population a accaparé et prétend conserver pour elle seule. En un mot, c'est la question sociale qui demande à être résolue.

« ...Pourquoi des ouvriers dévoués, actifs et intelligents consacrent-ils donc toute leur énergie, toute l'influence qu'ils sont susceptibles d'avoir sur leur camarades à poursuivre ce mouvement qu'ils savent être sans issue ? C'est que pour eux la question préalable à toute réforme sociale, c'est l'organisation révolutionnaire des forces du travail... Le but suprême de nos efforts, c'est le groupement des travailleurs et leur solidarisation.

« Jusqu'alors nous avons été malmené, exploité à merci parce que nous étions divisé et sans force ; aujourd'hui on commence à compter avec nous, nous pouvons déjà nous défendre, c'est l'époque de la résistance. Bientôt quand nous seront tous unis que nous pourrons nous appuyer les uns sur les autres, alors comme nous sommes les plus nombreux et comme après tout la production tout entière est le résultat de notre labeur nous pourrons exiger en fait comme en droit, la jouissance de la totalité du produit de notre travail, et ce sera justice.

« Alors les parasites devront disparaître de la surface du globe, ils devront s'ils veulent vivre, se transformer en producteurs, en hommes utiles.

« Ce qu'il importe avant tout et par-dessus tout, c'est que les travailleurs soient organisés... Le mouvement est en bonne voie ; dans toutes les branches de l'industrie humaine on commence à s'unir. Les ouvriers industriels ne sont plus les seuls à ressentir ce besoin d'organisation. Les employés du commerce d'abord ont suivi notre exemple, que semble vouloir suivre les employés d'administration : télégraphes, postes, chemins de fer, et ... »

Et le 11 mars 1870 dans « La Marseillaise » :

« Pendant que nos hommes d'état essayent de substituer un gouvernement parlementaire et libéral (style Orléans) au régime de gouvernement personnel et espèrent ainsi détourner la révolution qui s'avance menaçante pour leurs privilèges, nous

socialistes, qui par expérience, savons que les vieilles formes politiques sont impuissantes à satisfaire les revendications populaires, nous devons tout en profitant des fautes et des maladresses de nos adversaires, hâter l'heure de la délivrance. Nous devons nous employer activement à préparer les éléments d'organisation de la société future, afin de rendre plus facile et plus certaines l'œuvre de transformation sociale qui s'impose à la révolution.

« Jusqu'alors les États politiques n'ont été pour ainsi dire que la continuation du régime de conquête qui a présidé à l'établissement de l'autorité et à l'asservissement des masses... C'est toujours l'autorité chargée de maintenir les populations dans le respect de la loi établie au profit de quelques uns. Cette autorité peut-être plus ou moins rigide, plus ou moins arbitraire, mais cela ne change pas la base des relations économiques, et les travailleurs restent toujours à la merci des détenteurs du capital.

« ... Pour être définitive, la révolution prochaine ne doit pas s'arrêter à un simple changement d'étiquette gouvernementale et à quelques réformes de détail.

« ... A moins de vouloir tout ramener à un état centralisateur et autoritaire qui nommerait des directeurs d'usine, de manufacture, de comptoir, de répartition, lesquels directeurs nommeraient à leur tour les sous-directeurs, contremaîtres, etc.... et d'arriver ainsi à une organisation hiérarchique, de haut en bas du travail, dans laquelle le travailleur ne serait plus qu'un engrenage inconscient, sans liberté ni initiative, à moins de cela nous sommes forcés d'admettre que les travailleurs eux-mêmes doivent avoir la libre disposition, la possession de leurs instruments de travail, sous la condition d'apporter à l'échange leurs produits au prix de revient afin qu'il y ait réciprocité de service entre les travailleurs des différentes spécialités.

« C'est à cette idée que tendent à se rallier la plupart des travailleurs qui depuis quelques années poursuivent énergiquement l'affranchissement de leur classe. C'est celle qui a prévalu dans les différents congrès de l'A.I.T.

« Mais il ne faut pas croire qu'une telle organisation puisse facilement s'improviser en tout point. Il ne suffit pas pour cela de



quelques hommes intelligents, dévoués, énergiques, il faut surtout que les travailleurs soient déjà préparés à la vie sociale...

« ... Les sociétés corporatives (résistance, solidarité, syndicats) méritent surtout nos encouragements et nos sympathies, car ce sont elles qui forment les éléments naturels de l'édification sociale de l'avenir ce sont celles qui peuvent mettre en œuvre l'outillage social et l'organisation de la production. Beaucoup de leurs membres, souvent, sont inconscients au début du rôle que ces sociétés sont appelés à remplir dans l'avenir ; ils ne songent d'abord qu'à résister à l'exploitation du capital ou à obtenir quelques améliorations de détail. Mais bientôt les rudes efforts qu'ils ont à faire pour aboutir à des palliatifs insuffisants ou quelquefois même à des résultats négatifs les amènent fatalement à rechercher les réformes radicales qui peuvent les affranchir de l'oppression capitaliste. »

Dans ce même journal, « La Marseillaise » qui tire alors à 50 000 exemplaires par jour et prend la tête des journaux d'opposition, des réunions ont lieu qui réunissent « les socialistes les plus éprouvées, surtout parmi les travailleurs » et auquel collabore les internationaux, on affirme alors pour programme :

« Il a été convenu que la partie politique qui ne devait être que l'accessoire, serait radicalement révolutionnaire, non seulement contre l'empire mais contre toute institution gouvernementale. Quand à la partie sociale, elle doit être communiste non autoritaire ou collectiviste. C'est-à-dire conforme à l'opinion de la grande majorité des délégués de l'Internationale à Bâle. »

Ainsi, le mouvement ouvrier en France élabore dans sa pratique ses propres formes d'organisation et de doctrine, pratiquement en dehors de tout apport idéologique externe. Les thèses élaborées ici : lutte contre l'État, organisation sur des bases de classe en syndicats, liaison entre un programme revendicatif immédiat et la finalité de la révolution sociale : gestion libre et égalitaire des moyens de travail par les organisations ouvrières, abolition du salariat, c'est-à-dire en fin de compte communisme libre, libertaire, préfigure tout le

programme des bourses du travail et de la C.G.T. naissante trente ans plus tard, parfois même avec plus de rigueur.

L'A.I.T. va donc en France marquer profondément la conscience ouvrière mais ce premier mouvement révolutionnaire de masse des classes laborieuses était encore très fragile. Apparu brutalement, avec tous les caractères qu'il recouvrira par la suite, il ne constituait pas encore une force absolue et quand au printemps 1870 l'A.I.T. alors à son apogée subit une crise grave (un nouveau procès lui est intenté, les militants les plus actifs sont arrêtés ou en fuite) les sections et l'organisation vont se trouver détruites.

C'est bientôt la guerre... et bientôt la Commune. Et dans celle-ci la fraction socialiste sera presque exclusivement composée de ses militants, de ces ouvriers proudhoniens qui s'étaient radicalisés avec le temps et allaient soulever l'étendard des révoltes ouvrières.

## **Les fédérations « bakouninistes »**

Les fédérations belge et française de l'A.I.T. s'étaient radicalisées de leur propre mouvement et avaient trouvé seules leur chemin vers l'élaboration de thèses socialistes libertaires. A côté d'elles, vont se retrouver dans l'Internationale des fédérations dont la création ou la radicalisation est tellement liée à l'activité de Bakounine qu'il est impossible de les étudier sans au préalable avoir dit quelques mots de cet homme, de ses idées et de son activité. Il s'agit des fédérations jurassienne, espagnole, et italienne.

## **Bakounine**

C'était un militant révolutionnaire qui avait participé aux révolutions de 1848 en Allemagne, avait passé douze ans en prison et en exil en Sibérie, connaissant bien la situation politique de l'Europe occidentale et des pays slaves. Parmi les militants socialistes de son temps, il était un des rares à connaître dans leur détail les idées marxistes et proudhoniennes. Il jouissait alors en Europe d'un grand prestige. Il ne semble pas que Bakounine ait élaboré en détail ses vues avant la création de l'Internationale. En 1864 il passe à Londres, où Marx lui annonce la naissance de l'association et compte sur lui pour faire de la propagande en Italie. Bakounine passe ensuite par Paris, où il peut s'entretenir longuement avec Proudhon

(quelques mois avant la mort de celui-ci) ce qui ne sera pas sans influence sur les idées de Bakounine en matière de nationalisme. Il séjourne ensuite en Italie puis, en 1868, adhère avec une poignée d'amis à l'Internationale.

L'activité de Bakounine est alors immense. Sa correspondance s'adresse à des interlocuteurs de tous les pays d'Europe, et, en dehors de son activité dans l'A.I.T., il va avoir une influence importante sur le développement du mouvement révolutionnaire en Russie.

Que cela soit dit une fois pour toutes, Bakounine n'a pas prétendu apporter une nouvelle théorie, une nouvelle doctrine aux masses laborieuses, mais seulement servir une cause qu'il savait surgir du peuple travailleur :

« ...Non seulement nous n'avons pas l'intention ni le moindre désir d'imposer à notre peuple ou à n'importe quel autre peuple tel ou tel idéal d'organisation sociale, lu dans les livres ou inventé par nous-mêmes, mais encore, convaincus que les masses populaires portent en elles-mêmes, dans leurs instincts plus ou moins développés par l'histoire, dans leur nécessité quotidienne et dans leurs aspirations conscientes ou inconscientes, tous les éléments de leur organisation normale de l'avenir nous cherchons cet idéal au sein même du peuple. »

Bakounine est non seulement hostile à tout compromis avec les classes dirigeantes mais considérant l'état de la société de son temps, il a résolument opté pour une révolution sociale libertaire :

« ...Je ne reconnais ni l'utilité, ni même la possibilité d'une révolution autre que la révolution spontanée, populaire et sociale. Toute autre révolution, selon ma profonde conviction, est malhonnête, nuisible et funeste à la liberté et au peuple, parce qu'elle présage une nouvelle misère et un nouvel esclavage pour le peuple ; en outre, et c'est là l'essentiel, toute autre révolution est devenue désormais impossible irréalisable et inexécutable. La centralisation et la civilisation, les chemins de fer, le télégraphe, les armements nouveaux et la nouvelle organisation des armées, la science administrative en générale, c'est-à-dire la science de l'asservissement et de l'exploitation systématique des masses

populaires, de l'écrasement des révoltes populaires et de toute autre révolte, science si soigneusement élaborée, éprouvée par l'expérience et perfectionnée au cours des 75 dernières années d'histoire contemporaine, tout cela a armé l'État d'une puissance tellement grande qu'il ne peut être vaincu et abattu que par la révolution spontanée, populaire et sociale. »

Il ne sous-estimait d'ailleurs pas Marx et ses travaux scientifiques auxquels toute sa vie il a rendu hommage :

« Marx est le premier savant économiste et socialiste de nos jours. J'ai rencontré beaucoup de savants dans ma vie, mais je n'en connais pas d'aussi savants ni profonds que lui... C'est Marx qui a rédigé les considérants si profonds et si beaux des statuts généraux [de l'A.I.T.] et qui a donné un corps aux aspirations instinctives, unanimes du prolétariat... »

Cependant, il critiquera souvent la simplicité de la dialectique marxiste :

« L'État politique est toujours le produit et l'expression fidèle de la situation économique ; pour changer le premier il faut transformer cette dernière. Tout le secret des évolutions historiques selon Mr Marx est là. Il ne tient aucun compte des autres éléments de l'histoire tels que la réaction pourtant évidente des institutions politiques juridiques et religieuses sur la situation économique. Il dit : »La misère produit l'esclavage politique : l'État. Mais il ne permet pas de retourner cette phrase et de dire : « l'esclavage politique, l'État produit à son tour et maintient la misère comme une condition de son existence ; de sorte que pour détruire la misère, il faut détruire l'État, d'où la lutte constante qu'il va mener contre le pouvoir « politique », contre l'État :

« L'État a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée quelconque classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise ; classe bureaucratique enfin, lorsque toutes les autres classes s'étant épuisées l'État tombe ou s'élève comme on voudra, à la condition de machine. »

Contre le pouvoir et l'État en général, et l'État marxiste qu'il voit pointer en particulier :

« Je pense que Mr Marx est un révolutionnaire très sérieux, sinon toujours très sincère, qu'il veut réellement le soulèvement des masses ; et je me demande comment il fait pour ne point voir que l'établissement d'une dictature universelle, collective ou individuelle, d'une dictature qui ferait en quelque sorte la besogne d'un ingénieur en chef de la révolution mondiale, réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel dans tous les pays comme on dirige une machine que l'établissement d'une pareille dictature suffirait à lui seul pour tuer la révolution... »

Il dénonçait : « La bureaucratie rouge, le mensonge le plus abject qu'ait inventé notre temps ».

Ainsi, là où l'activité de Bakounine allait se faire sentir, en particulier dans l'Internationale, il allait permettre à cette masse d'idée qui prenait corps de s'exprimer, de se clarifier et aux fédérations de l'A.I.T. de pousser jusqu'à leur conséquence logiques. Avec l'adhésion de Bakounine à l'Internationale en 1868, c'était toute la tendance antiautoritaire, antibureaucratique de l'A.I.T. qui allait peu à peu se cristalliser autour de lui et dont il devait devenir le symbole. Bakounine acceptait la théorie marxiste de la lutte des classes et les méthodes d'analyse matérialiste de la réalité sociale ; il refusait l'action spontané et irréfléchié et adoptait le programme des internationaux antiautoritaire (tel qu'on a pu le voir en France et en Belgique). A partir de son adhésion à l'A.I.T. il allait se dévouer sans compter à la construction des structures de l'Internationale, tant il était conscient de la nécessité d'une organisation solide de masse et de classe :

« Il est vrai qu'il y a (dans le prolétariat) une grande force élémentaire, une force sans doute supérieure à celle du gouvernement et des classes dirigeantes pris ensemble ; mais sans organisation une force élémentaire n'est pas une puissance réelle. C'est sur cet incontestable avantage de la force organisée sur la force élémentaire du peuple qu'est basée la puissance de

l'État ». En conséquence la question n'est pas de savoir s'ils peuvent se soulever, mais s'ils sont capables de construire une organisation qui leur donne les moyens d'arriver à une fin victorieuse non pas à une victoire fortuite, mais à un triomphe prolongé et dernier ».

Bakounine avait créé dès avant son entrée dans l'Internationale de petites organisations révolutionnaires clandestines en Espagne et en Italie, constituées par quelques individus théoriquement formés et en accord avec ses principes. En Suisse il va constituer une organisation : « l'Alliance de la Démocratie Socialiste » organisation à vocation internationale chargée d'impulser une dynamique révolutionnaire et antiautoritaire dans les masses laborieuses ouvrières et paysannes. Cette organisation avait quelques membres en France, en Espagne, en Italie. Elle demanda et obtint son adhésion comme section de l'A.I.T. à Genève. Les noyaux qui avaient constitué l'Alliance, développèrent là où elles n'existaient pas les structures de l'A.I.T. sur des bases révolutionnaires, et en particulier en Espagne. Bakounine a toujours maintenu la nécessité de constituer une telle organisation bien structurée, qui aurait pour fonction de créer et de développer les organisations de masses des travailleurs, sans jamais se substituer à ces organisations et usurper une représentativité politique.

L'Alliance bakouniniste avait son siège à Genève en Suisse. Et compte tenu de la situation qui régnait alors en Europe, Genève, comme Londres était un centre de ralliement et de refuge pour les proscrits politiques, en particulier des russes. C'est aussi de Genève que J.P. Becker avait commencé à construire des sections de l'A.I.T. de langue allemande et à développer l'Internationale chez les ouvriers allemands en Suisse, en Allemagne et aux États-Unis. Becker, qui fut toujours un ami dévoué de Marx, avait participé à la création et à la vie de l'Alliance Bakouniniste. On voit que dans ces années 1868 les choses n'en étaient pas encore arrivées à un point de rupture définitive. Ainsi à Genève, avec l'Alliance et les correspondants de Bakounine, avec des hommes comme Becker et son activité avec toute l'agitation qui régnait là il se constituait comme un autre centre d'impulsion pour l'A.I.T., mais un centre très différent du conseil général beaucoup plus orienté vers la

structuration de sections et de fédérations de type syndicaliste révolutionnaire que vers une activité parlementariste. A côté de cette activité des alliancistes de Genève, il s'était développé une fédération de l'A.I.T. nettement révolutionnaire et antiautoritaire dans les montagnes du Jura suisse.

## La fédération jurassienne

Dans le Jura suisse de l'A.I.T. se développa essentiellement chez les ouvriers horlogers, dont la situation matérielle se détériorait alors. La naissance et les premiers balbutiements de l'Association furent le fait d'un médecin au grand cœur, humaniste, philanthrope et radical, le docteur Coullery qui va animer l'Internationale jusqu'en 1868. Il dépensa ses forces à développer l'A.I.T., mais ses tendances personnelles le poussait à l'action parlementaire et il essayait en toute bonne foi d'ailleurs d'amener l'Internationale à pactiser avec les radicaux du cru. L'internationale s'était développé à partir d'association ouvrières préexistantes. Des échecs électoraux cuisants amenèrent peu à peu les travailleurs à envisager avec scepticisme une amélioration de leur sort par la voie parlementaire. L'A.I.T. dans ses premières années apparaissait donc comme très influencée par le réformisme et le radicalisme ambiant. Les jurassiens avaient participé aux congrès de Genève, de Lausanne et de Bruxelles et commençaient à devenir réceptifs aux idées nouvelles. Et quand au tout début de l'année 1869, Bakounine va faire une série de conférences et de meetings, ses idées sont accueillies avec enthousiasme, par un prolétariat réceptif.

Dès lors la fédération jurassienne de l'A.I.T. se développe sur des bases collectivistes libertaires et prend bientôt la tête de l'opposition au conseil général. Elle va être animé par un homme qui est sans doute un des plus importants militants ouvriers de la période qui va de ces années là à la guerre de 1914, James Guillaume. Porte parole privilégié de la fédération jurassienne, animé d'une morale très puritaine et d'un ascétisme dans la vie quotidienne, il saura modérer ce qu'il y avait d'un peu fougueux et romantique dans l'attitude de Bakounine, dont il partagera toutes les idées. Guillaume sera le trait d'union entre toutes les fédérations antiautoritaires de l'A.I.T. et à la fin de sa vie, il participera dans la C.G.T. à la rédaction du journal « La vie ouvrière » profondément syndicaliste révolutionnaire et

libertaire, il refusa toute sa vie le qualificatif d'anarchiste qu'il jugeait extrémiste et injurieux.

La radicalisation de la fédération jurassienne, son voisinage avec l'Alliance de Genève devait malgré ses faibles effectifs et sa situation marginale en faire la tête de file de l'A.I.T. antiautoritaire.

## L'internationale en Espagne

Dans les années 1850 le mouvement ouvrier espagnole avait commencé à se constituer autour de coopératives, de sociétés mutuelles, etc. et avait déjà eu maille à partir avec les milieux républicains de son temps. Une grève générale en 1855 s'était soldé par une répression intense et le républicain Pi Y Margall tout fédéraliste qu'il fut (et traducteur de Proudhon) s'était montré tout aussi dur que les siens. Les ouvriers espagnols, et en particulier catalans (l'essentiel de l'industrie espagnole était alors localisée en Catalogne) au fur et à mesure qu'ils évoluaient de luttes revendicatives pures à des positions plus politiques, devenaient de plus en plus sceptiques sur les vertus de la démocratie bourgeoise. Tout un mouvement souterrain de radicalisation peu visible mais qui devait porter ses fruits couvait sous la cendre. Ajoutée à cela le fait que dans sa jeunesse le dirigeant ouvrier Farga Y Pellicer avait connu et entretenu des rapports amicaux avec Bakounine ; on comprend dès lors que le terrain était préparé pour la pénétration de l'Internationalisme en Espagne.

Bakounine qui avait déjà au des contacts en Espagne envoya pour y constituer l'Internationale, l'italien Guiseppe Fanelli qui rencontra au tout début de l'année 1869 deux groupes ouvriers, l'un à Barcelone, l'autre à Madrid. Fanelli apportait les conceptions bakouninistes ou antiautoritaires telles finalement qu'elles avaient mûri toutes les années précédentes dans l'A.I.T. Il se créa alors en Espagne les premiers noyaux de l'Internationale (la section de Barcelone le 2 mai 1969) et aussi des noyaux de l'Alliance. En fait l'Alliance espagnole demeura par rapport à l'Alliance de Genève. Mais les travailleurs qui formèrent l'Alliance espagnole : « Allianza » imprégnée des conceptions bakouninistes en matière d'organisation se mirent en chantier et commencèrent à couvrir l'Espagne d'un réseau serré et bien structuré de sections et fédérations de l'Internationale dans la classe ouvrière et la



paysannerie pauvre (qui avait acquis des traditions de luttes et de révolte) en Andalousie. Farga y Pellicer entretenait alors une correspondance suivie avec Bakounine si bien que dès septembre 1869, moins d'un an après l'arrivée de Fanelli la section catalane de l'A.I.T. envoyait des délégués mandatés de Bâle. En octobre 1869, l'échec de la révolution républicaine tentée en Espagne acheva d'orienter définitivement l'ensemble du mouvement ouvrier espagnol vers les conceptions bakouninistes. En juin 1870 le premier congrès ouvrier espagnol optait résolument pour des conceptions internationalistes antiétatiques. Le mois suivant le « Centro Fédéral de las Sociedades Obreras » acceptait dans l'enthousiasme les règlements approuvés par ce congrès. Le mouvement qui était parti essentiellement de Barcelone devait très vite gagner toute l'Espagne.

La fédération espagnole de l'Internationale présenta d'emblée des caractères tout à fait spécifiques parmi les fédérations de l'A.I.T. Tout d'abord par son développement en quelques mois, par un processus foudroyant, c'est pratiquement toutes les classes laborieuses qui vont se reconnaître dans l'Internationale. Ce fût, a-t-on dit un mouvement « météorique », une « fièvre ». Par ailleurs, et de façon tout aussi foudroyante l'Internationale en Espagne allait brutalement rompre tout contact avec le parti fédéral et la bourgeoisie républicaine. Elle allait opter pour des solutions collectivistes libertaires dans l'enthousiasme.

Dès l'origine (et conformément aux conceptions de Bakounine d'ailleurs) elle groupe et organise les paysans non seulement au niveau des fédérations locales mais dans leur propres structures (En 1872 va se réunir le premier congrès des travailleurs des champs, surtout de Catalogne, d'Andalousie et d'Aragon.

L'aspect prolétarien de l'A.I.T. n'allait que s'accroître. Organisation de classe, jalouse de son autonomie, elle allait peu considérer les intellectuels, les étudiants, les médecins, assez important au début s'écartent peu à peu. Parmi toutes les fédérations de l'A.I.T. elle fut sans doute la plus authentique prolétarienne.

Enfin, dès sa naissance et constamment par la suite, un soin extrême et quasi méticuleux va être apporté à la construction de l'organisation. A tous les congrès les questions d'organisation internes font l'objet de débat, on corrige l'organisation, on rectifie, on parfait les structures. Les travailleurs espagnols ne transigeront

jamais sur les questions d'organisation. Les fédérations locales, les sections de métier, les fédérations régionales, etc. donnent régulièrement lieu à des assemblées et des discussions collectives. Le fonctionnement de la démocratie interne, le respect des décisions collectives, l'habitude attestée dès le début des mandats impératifs, tout cela lui confère un caractère assez différent des autres fédérations. Enfin cet esprit d'organisation s'accompagne d'une conscience internationaliste qui ne se démentira pas. Elle cherche les relations internationales avec le conseil général, qui ne s'occupe pas d'elle. Elle demande les adresses des sections et les journaux au conseil général qui lui opposera le silence. A tous les congrès de l'A.I.T. elle envoie des délégués avec des mandats établis, parfois impératifs et les délégués au retour font des rapports, des conférences dans tout le pays.

Les militants de l'A.I.T. en Espagne avaient développé « l'Allianza » comme organisation espagnole chargée d'affermir l'Internationale, de développer ses structures de leur conserver leur rigueur, leur fermeté et leur trajectoire. Elle se développe surtout dans les régions les plus avancées économiquement et politiquement, la Catalogne dont l'économie est semblable à celle des pays industriels d'Europe, l'Andalousie agraire pays des révoltes, mais aussi en avance du point de vue intellectuel. Dans les années 1870, elle est dès lors incontestablement la plus démocratique et la plus forte de toutes les fédérations.

Elle reste très consciente des difficultés stratégiques qui sont les siennes et se garde de tentatives sans lendemain. Les libertaires espagnols se méfient de tout spontanéisme irréfléchi. « L'anarchie n'exclut en aucune façon l'idée d'organisation » écrira la « fédération » son journal. Par ailleurs, par la suite ils écriront au conseil fédéral de la vallée de la Vesdre en Belgique : « Nous considérons tout mouvement isolé comme un mouvement prématuré qui a peu de probabilité de résultat satisfaisants ». Organisation révolutionnaire et libertaire de masse et de classe ; la fédération régionale d'Espagne de l'A.I.T. devait par sa solidité se reconstituer par la suite chaque fois que cela lui sera possible, et de la transmettre jusqu'à nous.

## L'internationale en Italie

Bakounine avait séjourné en Italie, plus particulièrement à Naples à partir de 1864 et avant qu'il n'adhère à l'Internationale. Il avait pu commencer à constituer des noyaux de militants révolutionnaires. C'est la aussi dans l'année 1869 que naît officiellement la première section de l'A.I.T. à Naples. Mais en fait il ne semble pas que cela ait réuni un grand nombre de sociétés ouvrières ; elle fut beaucoup plus une société révolutionnaire purement politique qu'une organisation de classe. Elle devait grossir assez vite, mais s'effondrer bientôt au début de l'année 1870. C'est seulement après les polémiques acerbes de Bakounine contre Mazzini et les nombreuses lettres qu'il envoya à cet effet dans toute l'Italie pour lutter contre l'influence du vieux militant qui s'était éloigné de l'A.I.T. et en disait alors pis que prendre, que des sections allaient apparaître. Cependant l'Internationale va continuer à vivre jusqu'à la Commune de Paris, et c'est seulement l'enthousiasme pour la Commune qui va amener les travailleurs à l'Association. Avec l'A.I.T. le mouvement ouvrier Italien avait pris naissance. Cependant, l'Internationale prit en Italie une forme beaucoup plus idéologique et politique que syndicale. Elle fut beaucoup plus une organisation anarchiste qu'une fédération ouvrière (Max Nettlau qui fut le meilleur historien à ce sujet, raconte que l'A.I.T. était surtout constitué de membres des professions libérales et d'étudiant). C'était en quelque sorte le pendant, en révolutionnaire de la social-démocratie allemande. Très vite après la mort de Bakounine les internationaux italiens devaient se discréditer dans des aventures extrémistes et sans lendemain, qui allaient jeter une zone d'ombre sur l'organisation. Dans la mesure où au moment du conflit la fédération italienne est juste en voie de constitution, et qu'elle n'a pas encore commencé à glisser sur la pente qui lui sera fatale, il est inutile d'insister plus longuement à son sujet.

Les positions antiautoritaires seront aussi celles des fédérations portugaises et latino-américaines (Uruguay, Chili, Argentine) qui se constitueront à partir de noyaux ouvriers européens, italiens ou espagnols. Il y eut également des sections qui approuvèrent les bakouninistes aux États-Unis, en Hollande, etc.... Mais tous ces groupes à cette époque ne sont pas encore constitués vraiment ou demeurent sans influence aucune sur les débats internes à l'A.I.T.

(comme les petites sections hongroises, autrichiennes... pour les marxistes).

## Naissance de l'internationalisme ouvrier révolutionnaire

Nous avons vu que, vers 1869, l'A.I.T. décline en Grande-Bretagne. Les trades-unions commencent à se détacher de l'association. Longtemps utilisés par Marx comme courroie de transmission pour influencer le mouvement ouvrier anglais, ils s'éloignent peu à peu d'une organisation dont, en Angleterre, ils avaient formé le support, pour se refermer sur leurs problèmes nationaux. L'idéologie de Marx, ses à priori en matière politique n'arrangent pas les choses et vont même constituées un frein à toutes possibilités de développement d'une fédération autonome et authentiquement révolutionnaire de l'A.I.T. en Angleterre.

En Allemagne, le parti d'Eisenach avec ses lassaliens, étatistes et germanophiles s'achemine lentement mais inexorablement vers une social-démocratie de plus en plus réformiste, et qui s'affirmera bientôt prêt à la gestion du capital. Il faudra des critiques très sévères de Marx pour que la social-démocratie continue à se référer de loin en loin, à une organisation qui lui est, en fait devenue étrangère. Les embryons de sections en Autriche, en Scandinavie, en Hongrie n'ont qu'une existence formelle et fantomatique et vont s'aligner sur la social-démocratie.

Alors que les unions et la social-démocratie se referment sur leurs problèmes nationaux respectifs, Marx, bien qu'il fût conscient de cet état de chose demeurait prisonnier de ses hypothèses philosophiques, qu'il n'avait pas abandonné sur la révolution en Angleterre, l'utilité de la centralisation étatique de l'Allemagne, la paupérisation nécessaire du prolétariat, la conquête de l'État... Il poursuivait tranquillement la voie qu'il s'était tracé vingt ans auparavant et il attendait, en se compromettant de plus en plus avec le réformisme anglais et allemand et s'efforçait de croire que de cet électoralisme là sortirait fatalement les partis politiques nationaux purs et durs qu'il espérait depuis vingt ans. Le conseil général, et Marx à sa tête vont percevoir très tard ce qui se passe sur le continent, et dans le meilleur des cas, devant les signes précurseurs de la Commune ils ne voudront

voir que « l'agitation irresponsable des anarchistes ». Très tôt cependant il était devenu évident que ce qui s'annonçait là, n'avait plus rien à voir avec un changement de gouvernement.

En face du conseil général, en opposition avec lui, le mouvement ouvrier élabore son programme révolutionnaire. Dès 1869, les fédérations constituées, réelle de l'Internationale, celles qui participent aux débats dans l'organisation, qui envoient des délégués à ses congrès, qui se développent dès lors sur des bases révolutionnaires, les seules finalement sur lesquelles le conseil général de Londres puissent s'appuyer, les seules à maintenir des contacts réguliers avec lui, à envoyer des comptes-rendus détaillés, à payer les cotisations, c'est-à-dire en fin de compte à pratiquer l'internationalisme dans le concret, ce sont les fédérations belges, françaises, suisses, espagnoles. (La fédération italienne est encore trop faible pour compter vraiment). Toutes ces fédérations se sont constituées en dehors et en oppositions aux formes politiques existantes dans leur territoire respectif. Elles disposent d'une organisation ouvrière bien charpentée et qui commence à devenir solide, avec des sections, des syndicats, des fédérations de métier, un conseil fédéral. Elles se développent en étroite collaboration avec le mouvement syndical qu'elles cherchent à organiser, en relation avec les différentes sociétés ouvrières qu'elles coordonnent, ou même elle s'identifie totalement avec le mouvement syndical (comme en Belgique ou en Espagne) en lui impulsant un contenu révolutionnaire. Ce sont les fédérations qui ont participé à la radicalisation de l'Association, qui ont traversées la vague de grèves ou se sont constituées pendant ou après cette radicalisation.

Elles vont passer à l'opposition au conseil général, en créant des formes d'organisation syndicales révolutionnaires et libertaires. C'est dans leur cadre que vont apparaître peu à peu de 1869 à 1872 pour s'affirmer, les thèses collectivistes (et plus tard communistes) libertaires. Dès 1869, les fractions les plus radicalisées du prolétariat, ses couches les plus défavorisées, celles qui avaient investie son activité militante dans l'A.I.T., était devenue franchement révolutionnaire. Après 1869, la lutte des classes s'intensifie, les grèves se multiplient, la situation va être perçue comme révolutionnaire par les militants ouvriers du continent.

En opposition avec le conseil général, le mouvement antiautoritaire et antiétatique dans l'A.I.T. apparaît comme l'expression concrète du prolétariat réellement organisé sur le plan international. Il apparaît comme le produit théorique des luttes ouvrières d'alors par delà les frontières des États. Nous n'avons pas voulu insister plus longuement sur les fédérations dites « bakouninistes », pour montrer que l'influence de Bakounine n'a servi que de catalyseur. En France et en Belgique, des idées, des formes d'organisation et de lutte tout à fait semblable à ce qui se passe en Espagne apparaissent, tout à fait indépendamment de Bakounine. Il y a apparition simultanée sans grande influence réciproque assignable de ce même mouvement là où les luttes ouvrières se développent en intensité et là où les organisations ouvrières peuvent se construire et se développer en fonction de leur propre dynamisme interne.

Et dès lors, tout comme les vieilles formules du mutuellisme proudhonien, les thèses marxistes du « manifeste du parti communiste » allaient s'avérer dangereuses et inadaptées. Pour les internationaux révolutionnaires, c'étaient en quelque sorte des idées étroites, nationalistes et dépassées. Elles cessent alors de pouvoir « passer la rampe ». A partir de ce moment là Marx va cesser « d'épouser le mouvement réel » des classes travailleuses, pour assurer l'hégémonie de ses opinions personnelles, pour essayer de faire passer sa sauce à lui. Le mutuellisme proudhonien n'avait plus guère d'audience. Les thèses marxistes élaborées 20 ans plus tôt en toutes circonstances, devenaient tout aussi dérisoires. Ces thèses qui imposaient à la classe ouvrière de se constituer en partis politiques parlementaristes, c'est-à-dire, en fin de compte qu'il obligeait à une division en blocs nationaux empêtrés dans les structures politiques propres aux classes dirigeantes, ces thèses, élaborées en dehors de tout internationalisme concret, pratique, entraient en contradiction avec la vie réelle, sur le tas des sections et fédérations de l'A.I.T. où la solidarité internationale était vécue de façon beaucoup plus immédiate.

L'opposition irréductible : par delà tout ce qu'aurait pu avoir de conjoncturel des divergences séparant une tendance réformiste et une tendance révolutionnaire dans l'A.I.T. et le mouvement ouvrier, trois

questions fondamentales vont alors séparer de façon irréductible les deux branches du mouvement ouvrier.

La question de l'organisation de classe : (la structure de l'internationale) doit-elle être une organisation de type parti (interclassiste) recrutant ses adhérents sur une base idéologique, un programme politique, tel le parti d'Eisenach ou une organisation de type syndicale recrutant ses adhérents en fonction de la place objective dans les rapports de production.

La question de stratégie : travailler à long terme à la conquête du parlement ou travailler à structurer les organisations ouvrières en vue d'une action révolutionnaire de masse du prolétariat et la destruction de l'État.

La question de gestion : le collectivisme (ou plus tard le communisme) libertaire c'est-à-dire la gestion des moyens de production par les associations de producteurs ou le socialisme d'État (centralisation de la production entre les mains de l'État).

Les thèses internationalistes : On a déjà vu à propos de chacune des fédérations de l'A.I.T., révolutionnaires, les principes qui les guidaient et leur mode d'organisation. Aussi suffira-t-il de résumer les positions communes à l'ensemble du mouvement :

◆ L'A.I.T. doit devenir une vaste organisation syndicale, de masse et de classe, organisant en son sein le prolétariat et la paysannerie pauvre.

◆ Elle doit être fondée sur la démocratie interne et se garder de toute direction officielle, scientifique, etc.... les différentes structures doivent se déterminer en fonction de leurs réalités propres. ◆ Elle doit se constituer en dehors et en rupture avec toutes les formes politiques des classes dirigeantes (les États nationaux, leurs appareils et institutions, les partis politiques nationaux).

Elle doit se développer sur ces bases et se proposer pour tâche :

◆ La destruction de la société bourgeoise, « la destruction du pouvoir politique » par l'action révolutionnaire du prolétariat organisé dans ses syndicats.

◆ Utiliser ses propres structures, préalablement construites par les travailleurs eux-mêmes comme matrice pour la société fédéraliste et libertaire à construire.

Bakounine écrit que l'émancipation des travailleurs passe par :

« La fondation de l'humaine liberté sur le travail émancipé et solidaire, par la révolte collective des masses ouvrières organisées non par le soin de directeurs, de tuteurs ou de chefs quelconques, mais par l'action des ouvriers eux-mêmes en vue de l'émancipation du travail. »



# Sommaire

<b>I. – LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE A L'ÉPOQUE DE L'A.I.T.....</b>	<b>2</b>
A. – L'ascension de la bourgeoisie.....	3
B. – Les classes sociales au milieu du 19 <sup>e</sup> siècle.....	5
C. – Le développement de la société bourgeoise dans les années de l'Internationale.....	7
<b>II. – LES ORIGINES DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.....</b>	<b>16</b>
A. – Le mouvement ouvrier anglais dans les années 1860.....	17
B. – Le mouvement ouvrier français dans les années 1860.....	23
C. – La naissance de l'Internationale ouvrière .....	28
D. – Théories socialistes à l'époque de la naissance de l'Internationale.....	30
<b>III. – LA RADICALISATION DE L'A.I.T.....</b>	<b>34</b>
A. – Radicalisation pratique des luttes de classes.....	35
B. – Radicalisation politique de l'A.I.T.....	38
<b>IV. – LE CONFLIT DANS L'INTERNATIONALE.....</b>	<b>45</b>
A. – L'A.I.T « marxiste » .....	47
B. – L'A.I.T « antiautoritaire ».....	61